

PER
M-154
BNQ

LE JOUR

Maintenant

nouvelle série

décembre 1975

cahier 3



L'INDÉPENDANCE

BIENTÔT!

le soleil du pouvoir

L'idée du pouvoir a toujours été la parente pauvre parmi nos pensées. Elle a toujours été aussi la moins tenace. C'est là un vieil atavisme chez nous.

Quand une politique digne de ce nom s'affirmait et se répandait au point d'avoir dans son jeu des cartes maîtresses, l'ambition de s'emparer du pouvoir, ou en tout cas d'un pouvoir important fût-il seulement provincial, restait secondaire. Ce fut, j'incline à le croire, le cas de Henri Bourassa. On a l'impression qu'il devait mépriser le pouvoir et qu'il lui suffisait bien de le contester et d'avoir raison fortement.

Quand un mouvement se faisait avaler tout rond par un aventurier, il ne reparaisait plus: il mourrait, il mourrait faiblement, détruit jusque dans l'esprit de ses champions. Ce fut le cas de l'Action libérale nationale.

A la première ou à la seconde défaite, une volonté politique s'évanouissait dans l'inexistence. Ce fut le cas du Bloc.

Seuls les gros intérêts ont eu ici le sens constant du pouvoir et la volonté impérieuse de le prendre et de le garder.

Nous avons un côté de pérorateurs invétérés. Le nationalisme a pu exister chez nous pendant cent ans sans vraiment chercher le pouvoir. C'est depuis peu qu'il le veut. Et pourtant nous étions dans une situation où le national était en cause.

Quand il s'agit de pouvoir, nous nous entêtons mal. Les lieux où l'on sent actuellement des défaillances sont des lieux où l'on s'est entêté pendant seulement cinq ans, ce qui est très ridicule. Ce sont aussi des lieux où l'on pérore beaucoup.

Il semble qu'il nous faille faire effort pour vouloir le pouvoir et qu'il en ait toujours été ainsi depuis un siècle. Encore aujourd'hui...

Aujourd'hui encore, on est obligé de nous dire, de nous rappeler, comme à des enfants, comme à des distraits, (peu anglo-saxons il faut le souligner, car, en matière de pouvoir, les Anglais sont des maîtres) — on est obligé d'insister pour faire entendre qu'il s'agit centralement d'une chose: empoigner le pouvoir et manoeuvrer en conséquence. Et cela même fait rigoler des penseurs...

Nous nous occupons davantage de dire que de vouloir et de faire. On prétend que c'est parce que nous sommes français, oubliant que la France a tenu fermement sa partie pendant des siècles en Europe et qu'elle a plusieurs fois et de diverses façons dominé le continent, — et oubliant que le peuple français est un peuple militaire, créateur et psychologiquement fort. Non, le caractère français n'est pas en cause. Nous l'avons perdu, justement. Il est évident que, exclus du grand pouvoir depuis deux siècles mais dominés de manière suffisamment subtile depuis plus d'un siècle, nous sommes séparés du pouvoir notamment par une distance psychologique.

L'équivoque entre les dirigeants du PQ et certaines factions dans les rangs du parti tient peut-être à ceci que les premiers opèrent une certaine radicalisation de la volonté de pouvoir. Cette radicalisation exprimée est une surprise, et elle force les mentalités; et certaines gens, habitués à discourir toujours, toujours flottants comme nous l'avons été, toujours résolus principalement à dire et à distinguer, véritables handicapés d'une histoire idéaliste et passive, n'arrivent pas à saisir les lois brutes et rigoureuses de la politique. Leurs interprétations sont donc tout de travers: ils parlent avec mépris d'"électorisme", ils ne

comprennent rien aux raccourcis comme aux détours nécessaires, ni en général aux règles d'un jeu serré mais impitoyablement réel; ils comprennent encore moins la hâte de gouverner, qui ne fait pourtant que traduire une vue directe sur la politique et sur les grands moyens d'un combat.

Il est temps que nous ayons ce regard, qui nous avancerait d'une bonne longueur vers la saisie du réel. C'est le regard de la volonté. Celui-ci ne nous est pas commun, ni habituel. Nous avons peut-être des yeux pour voir, mais nous n'en avons pas pour vouloir.

Le PQ nous met au pied du mur. Soyons convaincus que des choses changent, actuellement. Ce parti, maintenant robuste et qui s'appuie sur une base particulièrement populeuse et solide, nous pousse et nous oblige. Son projet suppose le pouvoir et nous ne pouvons plus rester dans nos habitudes velléitaires. Le PQ nous change donc en effet. Il nous braque forcément vers le pouvoir. Toute une époque bascule peu à peu derrière lui, dans un passé révolu. Il soutient de toute sa masse une difficile conversion à l'esprit de pouvoir.

Les Québécois n'ont jamais été les maîtres et ne se sont jamais représentés eux-mêmes comme des détenteurs de la force mais seulement du droit, ce qui est faible. On conçoit que le PQ ne réussisse pas du jour au lendemain la tâche de nous rendre à l'existence politique; mais il nous persuade que n'ayant jamais eu le pouvoir nous n'avions rien, et que n'ayant jamais travaillé obstinément à le prendre nous n'arrivons à rien.

Ce qui se passe à l'heure actuelle est d'une grande importance. Le PQ insiste de plus en plus sur la prise du pouvoir. Des penseurs inexpugnables se demandent cependant si cette attitude est convenable... D'autres, plus ou moins partisans de l'extrême-onction, ne réfléchissent que pour les lendemains absolus. D'autres ont une telle phobie de la corruption qu'ils repoussent instinctivement le moment où, la mort dans l'âme, il faudra pourtant se mettre à gouverner. D'autres n'arrivent pas à voir le lien entre pouvoir et capacité centuplée d'agir, entre pouvoir et capacité décuplée d'influencer. On voit bien que le pouvoir demeure, pour nombre de Québécois aliénés par l'histoire, une idée quelque peu saugrenue. Mais il faut faire le pas et le PQ dit, d'une certaine manière, que la question principale de l'heure est de mettre la main sur le gouvernement. Pour le coup, des consciences morales ou idéologiques se signent, comme si le diable était passé par là.

Pendant ce temps aussi, des démystificateurs universels s'appliquent à démystifier l'idée de pouvoir. Bien sûr. Dans l'action, il s'agit essentiellement de tourner en rond, et comme les raisons ne manquent pas, elles viennent sans cesse à la rescousse.

Mais, nonobstant tous ces complexes, il se passe quelque chose. En vingt-cinq ans de pénibles réflexions sur la démocratie, c'est-à-dire depuis la première année de *Cité libre*, le Parti québécois est la seule force qui nous ait hissés jusqu'au niveau d'une vraie pensée sur le pouvoir. Il fut seul à nous forcer en quelque sorte la main à cet égard et à nous dégourdir un peu de notre ankylose historique. Il fut aussi le seul rassemblement de masse à introduire dans la vie politique une authentique opposition, j'entends un rôle d'adversaire ou mieux d'ennemi, qui fait que les antagonistes, par exemple, un petit détail, ne se parlent plus copain-copain dans les bars et se détestent ouvertement. Je pense à Burns, à Jacques-Yvan Morin, à

d'autres, par rapport aux folichons d'en face. C'est la première fois que la politique n'a vraiment plus en même temps quelque chose de suave et de sportif. On ne s'en rendrait pas compte autrement, qu'on s'en apercevrait à la haine qui agite l'establishment.

Que le PQ finisse par faire de ce peuple consommateur de politique un peuple producteur de politique, ce progrès serait radical et ouvrirait également à la gauche des perspectives dont elle est bien dépourvue jusqu'ici; le RCM, d'ailleurs, les a dégagées quelque peu pour sa part, dans la foulée des mouvements populaires mais aussi du PQ.

Il y a autre chose. Les grandes consciences peuvent-elles pour une minute consentir à voir que la volonté de pouvoir et le pouvoir lui-même s'imposent, de plus, comme les conditions même du progrès d'une démarche historique encore imparfaitement connue, comprise et partagée? Peuvent-ils comprendre que le pouvoir s'inscrit humblement dans la suite des moyens (non à la fin, mais au milieu) non seulement pour réaliser ultimement un projet mais pour l'avancer tout simplement, et que par conséquent la possession du pouvoir s'intègre au processus préparatoire tout bonnement comme un de ses indispensables éléments? Ajoutons que le pouvoir est nécessaire non seulement pour résoudre les questions mais pour les poser aussi, pour les poser vraiment, pour les amener à maturité dans le champ du concret, pour faire en sorte qu'elles soient les questions mêmes de la réalité vécue et historique, sans quoi elles ne peuvent en définitive avoir qu'une demi-existence. Quand on a saisi cela, on comprend que jusque là le projet du PQ n'est qu'un projet incomplet et dont la signification existentielle est forcément réduite. Il faut donc considérer aussi le pouvoir comme quelque chose de relatif, comme une étape de la prise de conscience et non comme le pur aboutissement de celle-ci.

Tout ceci ne veut pas dire que la possession du pouvoir n'occasionne pas des périls de toutes sortes. Personne n'est aveugle là-dessus. Mais enfin il faut bien vivre. Il faut bien être positif. L'accession au pouvoir, cette fois, aurait chance d'être un bond. Cent ans de complaisance finiraient là, peut-être. Un peuple, enfin! ne se récuserait plus!

Pierre Vadeboncoeur

Un NOËL à deux tricoté par vous



LAINE PAUL GRENIER

Spécialité: laine du Québec
laines canadiennes et importées - fil Phentex
Canevas à petits points service d'encadrement

5600 Est, Boul. Henri-Bourassa Montréal H1G 2T3
2301 Est, rue Fleury Montréal H2B 1K8
Tél.: 325-4466
Tél.: 388-9154

éloge du fédéralisme



par
Fernand
Dumont

Le titre est choquant. Il ne se veut pas une astuce de rhétorique. Que mes amis du P.Q. se rassurent. Je n'ai pas l'intention d'ajouter quelque précaution supplémentaire aux stratégies du referendum. L'idée d'indépendance a fait son chemin. Nous sommes assez nombreux à nous y tenir fermement pour qu'en plus de mener à un combat politique cohérent elle prête aussi à la libre réflexion. Non pas à dissoudre le parti de l'indépendance mais à montrer que l'indépendance donne à penser.

Assuré de mes arrières, je confesserai en liberté qu'il est regrettable d'avoir dû abandonner le vieux mot de *fédéralisme*. Le mot est beau, il est fécond, il a un avenir.

Comme tous les indépendantistes québécois, j'ai toujours été un peu gêné par les objections que l'on nous fait de l'extérieur. Quand nous parlons d'acquiescer la souveraineté pour conclure de nouvelles alliances avec le Canada, on nous chante le refrain bien connu: "Alors, vous voulez divorcer pour vous remarier?" La métaphore a eu le succès que l'on sait. Elle n'est pas utilisée seulement par nos voisins anglophones. Je l'ai entendue de la bouche d'un grave journaliste du *Monde*, qui l'avait sans doute rapportée d'Ottawa. Plus subtils, d'autres (ou les mêmes) nous renvoient à la Communauté européenne. "Voyez, nous disent-ils, à quel point vous allez à contre courant de l'histoire: alors que vous cherchez une patrie, ailleurs on dépasse les patries..."

Je ne récus pas la comparaison. Malgré les différences d'histoire et de géographie, elle ramène à la même question: dans le cas de la Confédération canadienne comme de la Communauté européenne, de quel *dépassement* s'agit-il? Nous en avons fait ici l'expérience: la Confédération canadienne est un bon exemple du mensonge politique qui tient lieu d'une communauté de peuples réels. Nous avons assez discuté des deux "nations", des "deux peuples fondateurs", du "multiculturalisme" pour l'avoir appris, quelles que soient nos allégeances partisans. Il en est ainsi de la Communauté européenne: intégration économique, et combien précaire; dépassement des patries, c'est à voir. D'une fausse confédération déjà acquise à une autre qui s'enlise en ses commencements, je vois davantage un cercle vicieux qu'une argumentation convaincante, fut-elle revêtue du prestige européen.

D'autant plus que le problème et le défi sont infiniment plus radicaux. Et ils nous concernent en tant que citoyens du monde. Ils mettent en cause, et au plus profond, le destin même de notre conception de l'Etat.

D'une unité abstraite du monde...

En Occident, l'Etat s'est formé en réprimant les rassemblements concrets des hommes. Son idéal était de réunir des individus au nom d'une rationalité plus vaste. Des langues et des coutumes ont été réduites au folklore, des mécanismes régionaux de décision ont été éteints au profit d'administration centrale, l'école s'est superposée aux cultures diversifiées. Chaque pays européen s'est constitué par cette censure interne qui lui a donné la figure extérieure d'une nation. Du Québec, en retard sur ce processus ailleurs plus ancien, nous sommes bien placés pour le comprendre puisque nous hésitons toujours devant les

procédés de politique, d'administration, de propagande qui nous coulent progressivement dans une *nation canadienne*.

Une fois ces agglomérations faites, une fois les différences abolies par la répression, les *nations* européennes, et plus tard la *nation* américaine, se sont lancées dans la colonisation. Ne fallait-il pas apporter ces valeurs "universelles" aux peuples bigarrés et attardés dans des particularismes surannés? Idéal foncier du colonialisme: une belle ligne toute droite vers l'unité abstraite de la planète. Que certains poursuivent encore consciemment ou naïvement quand ils parlent de *gouvernement mondial*. Et que préfigurent déjà les empires américain ou soviétique?

A ce *progrès*-là, on peut en opposer un autre. Il suffit d'observer ce qui se passe dans les divers pays d'Occident: des nations-états, et parmi les plus prestigieuses, sont partout travaillées par des forces internes qui visent à défaire ce qui a été mal construit.

...à sa diversité concrète

Le mouvement breton, la renaissance occitane, la rébellion corse, mèneront-ils à un morcellement de la France en de petits Etats? J'en doute. Ce qui est sûr, c'est que depuis la dernière guerre on a discuté en France, dans des monceaux de livres, d'articles, de documents officiels, de la décentralisation nécessaire de *Paris et du désert français* (l'expression, déjà ancienne, est de J.-F. Gravier). Les mécanismes administratifs se sont affairés en des sens divers. Pourtant, le vrai défi n'est pas venu de ce terrain des organisations, mais de la résurgence des cultures. Ressusciter la culture bretonne, réapprendre le parler occitan, exiger l'enseignement de la langue corse, cela n'a à première vue qu'une portée folklorique. Mais, si l'on y songe, cela peut être tout aussi bien la mort du folklore: la résurrection des cultures que l'Etat avait censurées. On avait appelé la "participation" ou la "concertation", en pensant sans doute que des comités élargis, diversifiés, "régionalisés" sauraient y pourvoir. Et voici que des cultures oubliées, des modes de vivre, de parler, de s'exprimer se proposent à la place. Les communautés menacent de se substituer aux comités consultatifs, le fédéralisme à la décentralisation.

Voyez l'Espagne. Au temps des rois, on parlait des *Espagnes*. Les Catalans se souviennent qu'ils sont une nation, qu'ils ont une langue (et non pas un dialecte), de vieilles institutions et de vieilles libertés. Ils ont déjà eu un parlement à eux. Franco a interdit la publication de journaux catalans, l'enseignement du catalan dans les écoles... au nom de l'"unité de la patrie". Entendez: au nom de l'unité de l'Etat. Mais la résistance catalane, comme la résistance basque, n'en est que plus vigoureuse.

Voyez aussi la Yougoslavie, les velléités "séparatistes" des espagnols du sud des U.S.A., la sourde révolte des nations tenues en U.R.S.S. sous ce joug russe que Lénine dénonçait dans son testament. Il faudra faire un jour une revue minutieuse de tous ces phénomènes.

D'ailleurs, ce ne sont pas seulement des nations qui réclament une autre façon de rassembler les cultures et de gouverner. Dans le catholicisme, les Eglises reconquerraient leur autonomie, refusent de laisser à d'obscurs fonctionnaires de la Curie romaine le soin de déterminer si Florentine Durand et Joseph Tremblay peuvent réclamer la séparation, ou de vérifier l'orthodoxie du cathéchisme qu'ont déjà adopté des évêques québécois pas plus bêtes que des spécialistes en droit canonique du Vatican.

Cela concerne aussi, et il est dommage qu'il faille le noter seulement en incidences, ces *travailleurs* derrière lesquels se dissimulent des intellectuels de diverses farines théoriques. Certains ouvriers sentent que leur conscience supposément inconsciente (M. Althusser dixit) n'appelle pas nécessairement le complément des théories révolutionnaires qui viennent de l'Université ou des *Cahiers marxistes-léninistes*. Ils commencent à se rendre compte qu'ils *savent* pas mal de choses après tant de temps passé au voisinage des machines, et que leur savoir pourrait bien mériter lui aussi d'être officiel dans les usines et les écoles. Là encore, n'est-il pas possible de rêver à un certain fédéralisme (autogestion, cogestion, c'est à voir sur le terrain) pas moins efficace que ces conseils d'administration où jouent à la chaise musicale des *directeurs* aux compétences étonnamment multiples.

A voir et à entendre tous ces signes, on peut imaginer un

pari. Alors que l'unité abstraite du monde semblait à portée de la main, le monde revient à sa diversité concrète.

Refaire des tissus humains

Quel est l'avenir de ces mouvements divers qui travaillent la planète de partout?

Une chose est certaine. Ils ne nous ramèneront pas à des particularismes clos. L'emprise des techniques, la diversité des moyens de communication interdisent heureusement que des communautés d'hommes se retrouvent dans leurs *chez soi* par ignorance des autres peuples. Mais, entre les individus atomisés par les organisations et des lieux plus concrets vont se tisser d'autres liens. Peut-être, pas fatalement. Cela dépendra de nos refus des mécanismes sociaux, qu'elles proviennent des nuages de gauche ou de droite.

En tout cas, les débats sur l'avenir des collectivités changent de sens. Nous entrevoyons que l'unité des hommes ne se fera qu'à partir de leurs différences et en se nourrissant de ces différences. Sans quoi régnera à jamais sur nous cette "civilisation du classeur" dont parle Whright Mills.

Retrouver, refaire des tissus humains. Les recoudre selon leur originalité et leur convergence péniblement reconues. Ce pourrait être l'idéal d'une autre civilisation. Grâce à la dignité des peuples, on peut espérer que cette civilisation ne naîtra pas d'un Grand soir apocalyptique ni du Big Brother qui d'ordinaire se lève à l'Aube. Elle est déjà là dans les combats que nous menons, aux quatre coins du monde, pour refaire des pays. Pour que renaissent ou naissent de vraies convergences des hommes. Pour que se dessinent entre eux de pénibles fédéralismes. Pour que meurent les empires, enfin. ●

COLLÈGE JEAN-DE-BRÉBEUF (Cours collégial)

- o Collège reconnu d'intérêt public
- o Collège mixte - résidence pour étudiants seule-

PROGRAMME:

Le cours collégial (diplôme d'études collégiales - secteur général)

COURS PRÉPARANT À TOUS LES PROGRAMMES UNIVERSITAIRES:

- 1- Sciences de la santé
- 2- Sciences pures et appliquées
- 3- Sciences humaines et sciences de l'administration
- 4- Arts plastiques
- 5- Lettres, langues modernes et théâtre.

ADMISSION POUR SEPTEMBRE 1976

Date limite: 1er mars 1976

RENSEIGNEMENTS:

BUREAU DES ADMISSIONS
Cours collégial
3200, chemin Sainte-Catherine
Montréal H3T 1C1
tél.: 342-1320 poste 347 ou 262

(Le Collège offre aussi un cours secondaire complet de cinq ans)

Maintenant

Cahiers périodiques publiés conjointement par les Editions Maintenant et la Société SODEP, et imprimés par Journal Offset Inc.

Adresse: 387, boul. Lebeau, Ville Saint-Laurent
Montréal 379 — Téléphone: (514) 331-8961

Les cahiers Maintenant sont disponibles à \$1. l'exemplaire.

L'équipe de rédaction: Réjean Beaudoin, Fernand Dumont, Jacques Grand'Maison, Michèle Lalonde, Louis O'Neill, Hélène Pelletier-Baillargeon, Daniel Pinard, François Ricard, Michel Rioux, Pierre Vadeboncoeur, Laurent Dupont (secrétaire).

PAGE COUVERTURE: Le dessin est de Suzanne Joubert. — Tous droits de reproductions réservés. Photos: Jean-Yves Roy.



par
**Hélène
Pelletier-
Baillargeon**

Après les assises de l'exécutif national à Victoriaville, les journaux ont titré que le Parti québécois venait de s'engager de façon décisive sur la voie "électorale". Tout en voulant dire ce qu'ils disent, ces mots recèlent encore leur petite charge réprobatoire. Comme l'exprime ici Pierre Vadeboncoeur, il demeure un brin scandaleux pour ce parti d'affirmer qu'il aspire concrètement à remplacer, dans les plus brefs délais possible, le parti gouvernemental au pouvoir. Pourtant, il y a quelques années à peine, personne ne se formalisait de voir alternativement Libéraux ou Unionistes nourrir ostensiblement les mêmes projets. Sans cette tension perpétuelle, on se demande, en effet, où auraient pu loger à l'époque les motifs réels de contestation des partis d'opposition...

"La comparaison ne vaut pas, objecteront plusieurs des nôtres. Tous les vieux partis se ressemblent, ils sont interchangeable et également corrompus. Leur démarche antérieure ne saurait en aucun cas être normative pour le Parti québécois qui prétend au contraire transformer radicalement notre vie politique et nos rapports sociaux."

L'âme d'un mouvement, la tête froide d'un parti

À quelques mois peut-être d'une nouvelle élection, allons-nous nous trouver, une fois de plus, enfermés dans le dilemme d'avoir à être suffisamment "comme les autres", c'est-à-dire réalistes et efficaces face à la lutte électorale, pour y gagner des votes nécessaires à la prise du pouvoir, mais tout en demeurant suffisamment "différent des autres" pour rassurer, à l'autre bout de la ligne, tous les agnostiques désenchantés de la chose publique. Aux yeux de ces derniers, en effet, toute victoire dans ce do-

L'indépendance désaffectée

(suite de la page 21)

différence résidant en ceci que, contrairement au fédéralisme centralisateur des libéraux, celui du P.Q. serait décentralisateur ou "autonomiste", c'est-à-dire — plus d'un siècle nous l'a montré — idéaliste et irréalisable?

La revue *Maclean* publiait il y a quelques mois (juin 1975) un article du journaliste torontois Walter Stewart, qui disait en substance ceci: je ne me sens plus chez moi au Québec, car celui-ci, depuis quelques années, est devenu à toutes fins pratiques un état indépendant, détaché du Canada, et qui détient la gouverne de son éducation, de son immigration, de ses affaires étrangères (le Gabon, vous vous souvenez?) et même de son économie. En un mot, la "sécession" du Québec existe en fait, ou du moins elle s'accomplit de jour en jour. Aussi, "il importe peu que cette sécession devienne officielle". Le Canada, dit Stewart, a d'ores et déjà fait son deuil du Québec: à quoi bon, par conséquent, l'indépendance?

Ces paroles, à première vue, sont encourageantes et même un tantinet flatteuses. Mais flatteuses à la manière de tout discours idéologiquement conservateur, c'est-à-dire sur le bord du mensonge. Car est-il bien vrai, comme le prétend ce touriste, que les Québécois soient maîtres d'eux-mêmes? Drôle d'indépendance que celle qui se traduit par les événements d'octobre 1970, par les écoles anglaises de Saint-Léonard, par le mépris des politiques québécoises de communications, par le maquignonnage de Sainte-Scholastique, etc. Objectivement, les paroles de Stewart non seulement ignorent ces faits, mais elles visent à les cacher, et donc à désamorcer le combat québécois, à nous démobiliser. Rien de tel, pour dominer un peuple, que de le persuader qu'il est libre. Rien de tel, pour entraver la lutte nationale, que de prétendre que l'indépendance est une fausse question, ou une question déjà réglée. D'ailleurs, il suffit, pour mesurer la portée réelle de la vision stewartienne, de penser qu'elle pourrait inspirer (qu'elle inspire sans cesse) les déclarations de Trudeau, de Chrétien, de Ryan et même de ce pauvre Bourassa.

Laquelle de mes deux interprétations est la bonne, je ne saurais le dire. La dramatisation de l'idée d'indépendance servira-t-elle effectivement l'indépendance, la vraie, l'unique: notre liberté, ou sera-t-elle une nouvelle façon de nous enfoncer dans la sujétion, rien ne nous permettra de le savoir si ce n'est la suite des événements, c'est-à-dire notre action sur eux. ●

le PQ: mouvement ou parti?

maine serait à la limite symptôme de compromission définitive.

Cet agnosticisme politique est très profondément ancré dans nos mentalités. Il s'exprime à chaque instant dans ces locutions populaires dont on aurait intérêt à décrypter le sens caché:—"La politique, c'est pourri d'avance."—"La grande politique m'intéresse mais pas les partis politiques."—"Mettez ces gens-là au pouvoir et revenez me voir dans un an: vous me direz alors s'ils ne sont pas devenus aussi corrompus que les autres", etc... Ce désespoir laconique des petits, qui se pare volontiers d'un cynisme élégant chez les mieux nantis, est-il besoin de le souligner à nouveau, s'enracine chez les uns comme chez les autres dans une longue et amère expérience de peuple en tutelle. Pillé, ou développé par des intérêts étrangers, trahi à chaque génération par ses petites élites autochtones, le Québec cent fois dupé croit encore difficilement aujourd'hui qu'il puisse infléchir seul un changement radical de son destin dans un sens, qui, pour une fois, lui serait profitable à long terme.

Les séquelles de cette lourde histoire, il ne suffirait pas de deux ou trois slogans bien frappés pour les éliminer de la conscience québécoise. Réapprendre la foi dans un jeu politique renouvelé, c'était d'abord, pour la plupart d'entre nous, apprendre à faire pour la première fois une lecture politique de nos désillusions et de nos malheurs passés afin d'en tirer des leçons pertinentes pour l'avenir. Or ce long et patient travail d'éducation politique, feu le Mouvement Souveraineté-Association a eu très peu d'années à sa disposition pour l'entreprendre et le mener à bien. Pressé par la vie et les événements de venir combler un vide insupportable dans notre vie politique, le mouvement est devenu parti sans doute plusieurs années trop tôt pour lui permettre de préparer adéquatement ses troupes aux discussions, aux conflits et aux règles propres à la vie d'un véritable parti politique. Et bien qu'il soit oiseux et inutile de le déplorer, il est bon de tenir compte aujourd'hui de ce fait: le Parti québécois, demeure encore en tension entre un premier mandat non encore achevé, et qui relèverait davantage de lui en tant que "mouvement de formation", et un second mandat de plus en plus clair et impératif relevant de son statut récent de "parti d'opposition".

Ce que les Anglais savent dès le berceau...

Dans un mouvement de formation politique, en effet, nulle contrainte extérieure ne vient interrompre ou amenuiser la verbalisation des plus beaux projets. L'utopie, précisément au sens de projet créateur, y est au contraire cultivée comme instrument privilégié d'exercice d'assouplissement de la pensée politique. Un peu comme dans ces "parlements-écoles" des C.E.G.E.P. ou des universités, on stimule les participants à s'exprimer sur une grande variété de projets de lois. On estime en effet que cette projection en pièces détachées de leurs valeurs personnelles profondes les prépare bien à une réflexion ultérieure commune sur la nature d'une véritable philosophie politique. Aussi ne se formalise-t-on pas dans ce genre d'exercice de démocratie simulée, de voir le projet global en gestation ressembler, à certains stades de son développement, à un curieux fourre-tout où chacun réussit à insérer sa pièce de résistance favorite sans trop se préoccuper des voisinages insolites ou contradictoires.

Le Mouvement Souveraineté-Association, puis le Parti québécois dans ses premiers congrès, ont tous deux connu ce genre de casse-tête qui consistait, pour les responsables du programme, à essayer de mettre une certaine cohérence dans cette avalanche de "priorités" linguistique, autogestionnaire, laïcisante et que sais-je, et qui émanait d'une assemblée consciente et fière de participer démocratiquement à l'orientation d'une formation qui, pour la première fois, entendait sincèrement appartenir de plein droit à tous ses militants.

Mais ce souci collectif de cohérence, et les alignements personnels difficiles qu'il exige dans une arithmétique où la majorité détient le pouvoir de décision finale, il ne peut émerger qu'après un certain cheminement commun, créateur de confiance mutuelle entre diverses "tendances". Tant de fois bernés dans notre histoire par les combines et les traquenards d'une politique de clans et de factions, nous nous approprions mutuellement avec une échine encore douloureusement marquée par les matraquages accumulés. Le chat cent fois échaudé en vient à redouter même l'eau froide. Des indépendantistes sincères en viennent aussi à se chercher mutuellement des

poux dans la tête en criant: "trahison, trahison", alors qu'au dehors, le parti gouvernemental dépêche tranquillement le pays pour le vendre au plus offrant sur les marchés étrangers...

Cet apprentissage détendu et patient de la démocratie, ce recyclage approfondi de notre pensée politique, les événements et les urgences les ont sérieusement abrégés. Mais s'il est vain de déplorer, il n'est pas inutile d'en tenir compte dans les mois qui viennent où, bon gré mal gré, fin prêt ou non, il nous faudra agir avec la force et l'unité d'un véritable parti politique et non plus nous contenter d'agiter une fois de plus l'air avec l'éventail de nos intéressantes diversités...

En tenir compte, cela signifie d'abord savoir distinguer entre nous les torchons des serviettes. Reconnaître ces temps essentiels consacrés à la discussion, aux plaidoyers, à la mise aux voix, et les utiliser à fond. Puis reconnaître ces temps moins valorisants, mais non moins essentiels, voués à la loyauté silencieuse due à "la ligne du parti". Car aucun parti politique ne peut survivre si ses membres entravent où désavouent au fur et à mesure les hommes qu'ils ont librement élus et mandatés pour parler et agir ensuite en leur nom et place. Les Anglais, reconnaissons-le, apprennent ces choses-là au berceau en suçant le lait maternel...

En tenir compte, c'est savoir reconnaître la différence entre un mouvement charismatique et un parti d'opposition. La différence entre l'horizon illimité où le premier peut déployer ses bras, et l'aire parcimonieuse où le parti au pouvoir convoque, par ses projets de lois successifs, le parti d'opposition à venir le rencontrer dans un combat où le choix des armes ne lui est jamais consenti.

En tenir compte, c'est ne pas attendre davantage du parti que nous avons choisi que ce qu'il peut honnêtement nous promettre, à savoir la prise du pouvoir et la réalisation de l'indépendance en conformité avec l'état encore forcément inachevé et perfectible de son programme au moment où ces événements se produiront. Et c'est déjà énorme! Et pourtant nous avons tous l'air de rêver parfois en secret que le rôle de ce parti "exceptionnel" puisse être de porter à un tel degré d'achèvement et de précision la description de la Cité future, qu'au lendemain de son accession au pouvoir, il nous suffise d'assister dans l'unanimité à la mise en place tranquille du Super-organigramme de tous les temps...

Après l'indépendance, n'en doutons pas, il y aura encore du travail de réflexion et d'approfondissement pour tout le monde. Et des raisons de contester pour nous tenir en alerte... Mais alors nous aurions enfin levé la plus lourde hypothèque qui puisse peser sur tous nos projets collectifs... Voilà pourquoi il faut faire cette indépendance-là d'abord. Et puisque le pouvoir politique nous est indispensable pour la réaliser, mettons tout en oeuvre pour le décrocher. Et vite.

Le difficile mariage du stratège et de l'animateur

Pour cela, accepter de travailler parallèlement sur deux terrains à la fois: celui du réalisme électoral et celui de la formation des militants.

À quelques mois d'une élection, seuls les aveugles ou les suicidaires refuseront, par exemple, de s'attaquer sans plus tarder aux labeurs obscurs mais indispensables des révisions et contrôle de listes électorales. Seuls des incurables rêveurs refuseront aussi d'admettre, par exemple, que, tout en condamnant vigoureusement au niveau des Droits de l'homme toute forme de discrimination basée sur l'orientation sexuelle, le Parti québécois puisse estimer, dans l'immédiat, que la candidature d'un trop ostensible représentant d'une telle minorité n'est pas particulièrement judicieuse dans un comté où, incidemment, les travailleurs de la construction se trouveraient surreprésentés...

Mais il serait non moins irréaliste de lancer dans l'action électorale des troupes mal préparées à faire rapidement une lecture politique des tactiques savantes d'intimidation que l'adversaire ne manquera sûrement pas d'utiliser contre elles, avec d'autant plus de machiavélisme que le Parti québécois s'approchera davantage de la victoire. A

(suite à la page 23)

rêver pour l'indépendance

Je voudrais vous parler d'un brave homme que vous ne voyez jamais, mais que vous connaissez bien, parce qu'il habite comme vous la banlieue démocratique des résidences unifamiliales et qu'il part chaque matin pour la ville faire sa journée, à l'heure où vous vous dirigez vous-même vers le quartier de vos affaires. Il voyage dans une voiture appartenant à la même catégorie que la vôtre et qui le ramène chaque soir vers sa petite famille planifiée de trois ou quatre enfants. Cet homme a une vie qui vous semblerait familière jusque dans le détail, mais je ne vais pas perdre plus de temps à vous la décrire, puisque c'est un peu la vôtre. Cet homme a aussi son secret, mais vous pouvez être tranquille car il est probable que nous ne l'entamerons pas.

Il n'est pas né dans cette banlieue qu'il habite à vos côtés depuis quelques années, votre innombrable voisin. Il y est arrivé après les années dures, les premières et longues années de labeur obscur où il a fallu se tailler une place et faire face en même temps à toutes les obligations concurrentes du travail, de l'amour et de la famille. Cet homme a été votre émule dans la ténacité. C'est à cela d'abord qu'il doit le modeste confort de sa propriété. Mais cet homme n'est pas tout à sa réussite: il est hanté d'une croissante insatisfaction. D'où vient le malaise d'une lacune d'autant plus sournoise et obsédante qu'il hésite à la reconnaître et à la nommer au milieu du spectacle de l'abondance? C'est ce qu'il ne pourrait dire, tout comme vous ignorez quant à vous la cause précise de cette fatigue diffuse qui vous alourdit le corps et la pensée lorsque vous conduisez machinalement votre voiture dans la circulation dense de cinq heures.

Du péril écologique à l'épuisement des ressources, en passant par les mesures gouvernementales prises contre l'inflation, on pourrait énumérer pendant des pages les problèmes qui le confrontent, mais vous pouvez lire le journal tout comme lui. Il est accablé des contradictions d'une société en état de crise chronique et dont il fait tous les frais. En quittant l'autoroute pour la voie de service qui l'amène à sa banlieue, il ressent une sorte d'ennui en parcourant du regard l'alignement modulaire des maisons toutes pareilles dans le quadrillage des rues. Mais cette pensée ne dure jamais plus d'un instant

le PQ: mouvement ou parti?

(suite de la page 22)

lire les divers mémoriaux des événements d'octobre que leur cinquième anniversaire vient de susciter, on s'effraie un peu de la pauvreté des expériences pédagogiques qui en ont été tirées chez nous au niveau de la formation des militants.

Dans trop de comtés, ces derniers ne sont guère convoqués qu'à l'occasion des campagnes de souscription ou à celle de l'élection de leur exécutif. On se contente trop souvent alors de les y attirer par le truchement d'une tête d'affiche parfois peu au fait des problèmes quotidiens du comté. Or c'est principalement à partir du vécu douloureusement ressenti des citoyens qu'une véritable pédagogie politique peut démarrer et leur permettre de faire remonter la logique des causes et des effets depuis leur quartier jusqu'aux divers paliers du gouvernement.

Dans les luttes à venir, il importe plus que jamais que nous puissions compter sur le bon sens, le flair politique et le jugement averti de tous les nôtres. Pour cela, il faut réapprendre ensemble des choses aussi simples que le décryptage quotidien du journal et cette sorte de second regard politique qu'un militant aguerri sait poser sur les mirages ou les épouvantails des médias qu'il sait contrôlés par l'adversaire.

Au lieu de se plaindre des "intellectuels" et des "professeurs" désœuvrés qui, dans le Parti, pèsent des oeufs de mouches dans des balances de toiles d'araignées, on pourrait leur ouvrir là, au niveau de chaque comté, un magnifique champ d'action: la formation "in vivo" des militants. Non dans l'isolement d'une quelconque "école", mais sur le terrain même de leurs luttes, et à partir de l'analyse concrète et conjointe de ces luttes. Les uns comme les autres y auraient tout à gagner: une action qui ne s'enracine pas dans une culture s'essouffle tôt ou sèche littéralement sur place. ●

avant d'être recouverte par le sentiment personnel d'une attraction, d'une dilection, d'une différence qui l'attache à l'une seulement de toutes ces habitations semblables. La sienne n'aurait rien de distinctif si ce n'était précisément celle où il habite. Et il ouvre cette porte de duplex comme s'il entraînait chez lui. Il trouve près d'un fauteuil qui lui est réservé dans le boudoir, sa pipe et un journal devant le téléviseur toujours ouvert, mais il n'a aucune envie, en ce moment, de se faire casser les pieds par les actualités parce que, vous vous en doutez bien, il a rapporté du travail une insupportable migraine. Alors il regarde devant lui et il ne voit rien. Il abstrait par la fatigue et par l'ennui les détails trop concrets de son étranger.



Bien qu'il rassemble toutes les apparences du type, cet homme n'est pas qu'un numéro d'assurance sociale. Si j'insiste sur la généralité de ses contours, c'est pour mieux accuser cette négation d'une différence dont il est avant tout victime. La personnalité ne s'obtient que par soustraction: c'est l'univers moins les autres qui donne le moi. Or votre voisin a été insensiblement conditionné à un culte de la moyenne qui constitue, pour la société technocratique qui le modèle et qu'il consolide, un coefficient de rationalité.

Que veut cet homme encore et que lui manque-t-il? C'est lui qui, il y a vingt ans à peine, croupissait dans l'anonymat d'une main-d'oeuvre surabondante et durement exploitée. C'est lui qui, au temps dit de la grande noirceur, fut précocement jeté, à seize ans, dans la jungle d'un marché du travail uniquement préoccupé de rattrapage parce qu'il fallait, à toute force, livrer aux capitaux "bienfaiteurs" l'industrialisation tardive d'une société rurale. Ce sont ses propres parents qui ont vécu la crise des années 30 dans un village de la Mauricie avec sa douzaine de frères et soeurs à nourrir, sans argent, des seuls fruits d'une terre planche et généreuse mais au produit limité par des méthodes artisanales et anachroniques. Son enfance fut un moyen-âge en 1940. C'est lui qui fut soudainement promu au rang d'une nouvelle classe moyenne, à la faveur d'une formidable opération de passation du pouvoir qui allait échapper, vers 1960, aux traditionnelles élites nationales pour loger à l'enseigne pragmatique des technocrates.

Que veut-il encore, lui qui vient de sortir de ses campagnes miséreuses et de ses habitudes paroissiales pour rentrer dans l'ère des médias et de la consommation de masse, sans même passer par la transition d'un rouage d'entraînement? Il n'a jamais manqué une journée d'ouvrage, lui qui a obtenu son premier emploi quand le recyclage n'était pas rémunéré par le Centre de Main-d'oeuvre du Canada. Que peut-il lui venir à l'esprit de réclamer, lui qui ne réussit pas à s'estimer comblé dans son rôle bien encadré de contribuable surtaxé et de consommateur aliéné?

Quand il lui arrive d'y réfléchir un moment à l'abri de la mêlée quotidienne, il songe avec une grimace d'amertume à tout ce qu'il lui a fallu faire pour devenir cet homme comme les autres, cet individu tiré à des millions d'exemplaires, ce support passif d'une complicité collective qui l'a élevé, mais peut-être bien limité, au nombre de cette classe moyenne qui a substitué son modèle sans idéal à celui d'un passé qu'elle

nie et prétend effacer. Notre homme n'est pas un idéaliste, pas plus que vous, il s'en faut, mais il y a quand même un trou — comment dire? un espace laissé vacant dans sa tête par cette récente et frénétique mutation. Il lui arrive d'éprouver une sorte d'émotion, une tristesse insondable, quand il fait par exemple la rencontre imprévue, comme d'un morceau oublié de sa conscience, d'un élément négligé de son imaginaire collectif: c'est un air de violon ressuscité par l'âme immémoriale de Ti-Jean Carignan, c'est la rengaine des chants et des livres du terroir, ce sont les mots usés d'un vieillard entêté à nous redire l'art de la gigue et du coup de fusil. C'est alors qu'il lui arrive de penser que sa maison et sa vie ne ressemblent à rien en quoi il puisse se reconnaître et s'il oublie jusqu'à rêver aux forêts anciennes de sa chasse, aux rivières de sa liberté et aux terres de son appartenance, ce n'est plus que d'une manière qui a été vidée pour de bon de tout ce qui nous touche par le "réalisme" de nos maîtres. Quand c'est la voix de Molson et de Monsieur Cinquante qui nous incite à aimer les vieux meubles ou qui nous disent "Faut s'parler", il y a de quoi dégueuler plus d'authentiques traditions pure laine que n'en peuvent contenir les réservoirs de nos maîtres brasseurs.

Votre voisin de banlieue, j'ai voulu vous dire un peu ce qu'il s'efforce d'oublier, j'ai voulu me souvenir d'un certain lieu de sa provenance et reconnaître quelques-unes de ces pierres blanches éparpillées sur le chemin qui l'a conduit jusqu'à son camping résidentiel, mais je ne saurais faire plus. Je ne m'aventurerai pas à vous dire ici ce qu'il pense quand il lit POWER CORPORATION et qu'il visionne TELEMEDIA, quand il manifeste et quand il vote, non, cela, je ne le dirai pas parce que, bien qu'il soit de son naturel peu bavard, je sais qu'il n'aime pas beaucoup que l'on parle à sa place. S'il est devenu majoritaire et silencieux de par la tranquillité de sa révolution, cela s'est fait plutôt malgré (dirais-je contre) lui et à son insu: il en a recueilli les fruits avec plus de dépit que de satisfaction, encore surpris qu'on ait si promptement présumé des voies de sa libération. Alors ne vous étonnez pas qu'il ait un peu mauvaise mine dans le confort bien électrifié de sa maison NOVELEC, car il commence à se douter que le bien qu'on lui veut n'est peut-être pas exactement celui qui lui convient.

Cet homme n'est pas de ceux qui se révoltent, mais on dit de lui qu'il se souvient. C'est comme s'il tisonnait sans cesse la cendre chaude de l'Histoire. Malgré tout ce battage d'informations qu'on lui inflige pour bien l'enfermer dans le présent, pour le réduire aux actualités navrantes d'une grève écrasée, d'une langue officielle publiquement dévoyée, d'un pouvoir d'achat de 30 pour cent amputé et que sais-je encore, malgré tout cela, on ne parvient pas à le couper complètement de ses racines, de ce rêve obstiné d'un pays. De la tranquille nostalgie à la violente espérance, il y a place pour un bâillement de l'esprit, souffle créateur: il faut rêver pour l'Indépendance. ●

par
Réjean
Beaudoin



UN APPEL au 3e AGE

On demande

Chefs d'entreprises à la retraite ou cadres d'entreprises à la retraite. (hommes ou femmes) désireux de travailler à la libération économique du Québec et plus particulièrement au recrutement de nouveaux membres dans chaque région.

Conseil des Hommes d'Affaires Québécois

CASE POSTAL E 490, MONTREAL-NORD TEL.: (514) 326-8650

de
**Jacques
Brault**
**L'EN DESSOUS
L'ADMIRABLE**

Collection "Lectures"
1975. 54 pages
\$3.25



LES PRESSES
DE L'UNIVERSITÉ
DE MONTRÉAL
C.P. 6128, Montréal
Québec H3C 3J7, Canada



par
Pierre
Harvey

le pain, le beurre et ...

Rares sont les discussions sur l'indépendance du Québec qui ne débouchent pas sur le domaine de l'économique. Chez plusieurs l'aspiration instinctive à l'indépendance peut être forte mais se heurte à la "peur économique". Certains des adversaires le savent et ils jouent systématiquement sur cette crainte dont ils considèrent qu'elle constitue bien "le commencement de la sagesse". Il devient donc alors rentable, en termes électoraux par exemple, de tout mettre en oeuvre pour transformer la crainte latente en panique. Ce qui donne déjà la mesure de notre aliénation. D'autres sont moins adversaires de l'indépendance que partisans du fédéralisme actuel et ceci au nom de l'interdépendance économique. Par exemple, Claude Ryan écrivait avec une légère teinte d'ironie il y a quelques années: "La profondeur des liens créés par deux siècles de co-existence est telle (...) que même ceux qui préconisent l'indépendance se hâtent d'ajouter qu'ils rechercheraient, aussitôt obtenue la souveraineté, des formes positives et particulièrement étroites de coopération économique (...) avec le Canada anglais". (*Le Québec*, Coll. L'Humanité en marche, Ed. Martinsart, 1973, p. 40). Reste, bien sûr, la troisième catégorie des opposants qui se sentent *propriétaires des Montagnes Rocheuses* et à qui on ne peut opposer qu'un certain sourire.

Recours aux épouvantails économiques

Les remarques qui suivent, chercheront surtout à désamorcer quelque peu cette peur panique que nous avons aux tripes. Elles viseront aussi à éclaircir quelques concepts élémentaires qui mal compris, amènent les critiques de bonne volonté à passer complètement à côté de la question et permettent à certains politiciens, plus au fait du sens des mots, de fabriquer des slogans efficaces peut-être mais totalement vides de contenu. Bien entendu, Claude Ryan, tel que cité ci-dessus, se classerait dans la première catégorie d'usagers de ces concepts, Robert Bourassa dans la seconde.

Ces remarques préliminaires signifient donc qu'il ne sera pas question ici de chercher à prouver que l'indépendance du Québec se traduirait par une élévation du niveau de vie matériel de la population. D'une part ce n'est pas démontrable, d'autre part ce n'est pas là le problème: l'aspiration des Québécois à l'indépendance ne s'explique pas par une perspective de niveau de consommation plus élevé mais par une recherche d'identité et de dignité. Ce qui signifie qu'au fond, les économistes en tant que tels ont bien peu à dire sur la question. Sauf, bien entendu, si on essaie d'étouffer cette quête d'identité et de dignité par le recours à des épouvantails fabriqués à partir de l'arsenal de l'économiste: l'économiste a alors le devoir d'aider à déjouer ces manoeuvres. Mais en cela se borne son rôle. Par ailleurs, s'il n'est pas possible de démontrer que l'indépendance se traduirait par un niveau de vie plus élevé, il est raisonnable de penser que l'indépendance du Québec pourrait se faire sans réduction du niveau de vie actuel. Ce qui nous ramène au problème de la peur, celle-ci portant justement sur la perte des avantages matériels dont jouissent actuellement les Québécois. Si d'une part, on accepte le postulat suivant lequel il est normal qu'une proportion élevée des Québécois aspire à l'indépendance, et que d'autre part, on estime que celle-ci peut se faire sans réduction du niveau de vie, l'indépendance apparaît alors, pour les Québécois, supérieure à la situation actuelle: il y a un *gain net de satisfaction*, pour employer un jargon cher aux économistes.

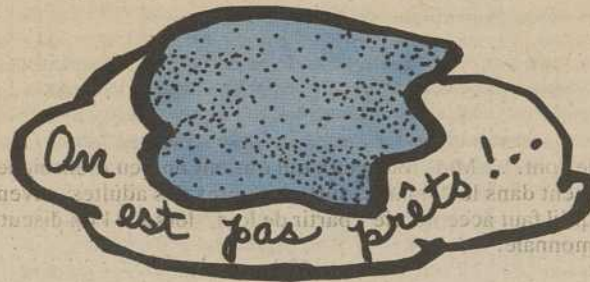
Cessons de jouer sur les mots

Commençons par éliminer certaines confusions dans les concepts avant d'aborder le problème général, quitte ensuite à consacrer quelques lignes aux questions techniques les plus souvent discutées. Parler d'indépendance pour le Québec, ce n'est pas prôner l'autarcie économique. Il est bien évident que le niveau de production par tête, et donc le niveau de vie matériel, atteint dans le Québec ne pourrait être maintenu si l'on supposait que l'indépendance politique devait être suivie d'une fermeture des frontières, de l'élévation de barrières douanières étanches et d'un effort d'auto-suffisance. Aucune économie moderne ne fonctionne plus de cette manière. Le haut niveau de vie résulte d'une forte productivité qui est elle-même tributaire de larges marchés permettant un

degré avancé de spécialisation des tâches. Cette constatation se vérifie pour la Suisse comme pour les Etats-Unis et de plus en plus pour l'URSS par rapport au monde occidental, et vice-versa. Sur ce plan, le Québec comme entité économique se trouve dans la même situation que tous les Etats-nations du monde. Cette constatation est élémentaire, mais il est nécessaire de la rappeler parce que les journalistes, comme l'homme de la rue, ont trop souvent recours à un argument qu'ils jugent péremptoire: "Le Québec ne peut pas vivre tout seul". C'est vrai, mais c'est vrai pour tous les "pays", indépendants ou non.

Seconde confusion à éliminer: pour toutes les nations du monde, le choix ne se pose pas, à l'heure actuelle, entre soit un abandon complet de son identité par fusion dans un grand tout économique indifférencié, soit une indépendance économique absolue. Tous les Etats du monde ont à faire un compromis entre la nécessité de garder le contrôle des leviers qui leur assure la possibilité de sauvegarder leur culture propre, et les contraintes découlant de l'interdépendance économique. De ces compromis résulte la création de marchés communs, de zones de libre-échange, d'unions douanières, en plus du réseau des traités et ententes qui cherchent à tirer le meilleur parti, pour les partenaires, des avantages communs à partager, autant que possible entre égaux. Un Québec indépendant n'aurait pas plus que les pays actuellement maîtres de leur destin à choisir entre deux pôles radicalement disjoints. Il aurait à faire les mêmes compromis que les autres, mais il serait en mesure d'en évaluer les avantages et les inconvénients selon son propre système de préférence; c'est là encore une évidence mais qu'on oublie si souvent qu'il n'est pas inutile de la rappeler.

Là aussi on joue sur les mots. Lorsque Bourassa parle d'un "Etat français au sein d'un marché commun canadien", il est bien évident qu'il fait de la fausse représentation: le Canada n'est pas un marché commun mais un Etat qui sur le plan économique est unitaire. Québec en tant qu'Etat, n'a rien à dire à la Banque du Canada, pas plus que dans les négociations tarifaires ou dans le domaine de l'immigration. Et ce ne sont là que quelques-uns des éléments qui font la distinction entre un marché commun qui est le résultat d'une entente entre égaux, et une structure dans laquelle la relation dominant-dominé est la règle, même si le dominant accepte de faire certaines concessions administratives marginales, comme c'est le cas pour le Québec du côté de l'immigration par exemple.



Les remarques qui précèdent peuvent se résumer en quelques propositions simples:

- a) *l'économie du Québec est étroitement reliée à l'économie du reste du monde et plus spécialement, bien sûr, à celle du reste du Canada actuel;*
- b) *ces interrelations ne sont pas particulières au Québec: c'est la loi de l'organisation économique moderne;*
- c) *le Canada actuel ne constitue pas un "marché commun" mais un Etat unitaire sur le plan économique dans lequel le Québec est bien "une province comme les autres";*
- d) *l'indépendance du Québec ne signifie pas l'isolement économique (ce qui est absurde), mais au contraire elle donne la possibilité de redistribuer les pouvoirs de façon à ce que les interdépendances retenues soient le résultat d'un choix en commun plutôt que le résultat de la cristallisation, par la peur, d'une relation de domination elle-même d'origine historique.*

Il est évident, par ailleurs, que parler de domination ne signifie pas nécessairement qu'il y ait quelque part une volonté de dominer. La domination dont il est ici fait mention est une question de fait et non d'intention: elle

peut se définir comme étant le résultat d'un déséquilibre des forces en présence, ce déséquilibre entraînant alors des conséquences désastreuses sur le plan de la culture du groupe "dominé". La vertu de l'indépendance, c'est de réduire l'ampleur du déséquilibre, donc de la domination, tout en sauvegardant les avantages certains de l'interdépendance économique, elle-même d'ailleurs inéliminable.

Comment on aménage l'interdépendance économique

A partir des propositions qui précèdent essayons maintenant d'imaginer ce que pourrait être l'accession à l'indépendance dans ses conséquences économiques. Bien sûr, dès que l'on parle de "sécession du Québec" et qu'on veut *faire peur au monde* on évoque immédiatement la rupture des marchés, la montée du chômage, la chute de la valeur des actifs, la fuite des capitaux. Si une rupture devait se faire de façon "sauvage", il ne fait pas de doute qu'un certain nombre de ces phénomènes pourraient se produire, du moins temporairement. Mais quels sont les risques réels que la rupture prenne une telle forme? Dans l'hypothèse où le risque peut être jugé pratiquement nul, comment peut-on imaginer, sur le plan économique, l'après-indépendance?

Nous devons admettre au départ, pour juger des risques d'une rupture sauvage, que l'interdépendance économique qui lie le Québec au reste du Canada lie, par le fait même, le reste du Canada au Québec, ce qui fait qu'on peut affirmer a priori que le reste du Canada aurait intérêt, tout comme le Québec, à ce que la réorganisation se fasse dans l'ordre. En examinant le problème d'un peu plus près, on est même justifié de supposer que le reste du Canada, l'Ontario en particulier, aurait, plus que le Québec, intérêt à ce que tout se passe au mieux: une rupture sauvage tout en blessant sérieusement le Québec équivaldrait à un arrêt de mort pour l'Ontario. Les structures industrielles de l'Ontario sont telles, en effet, que l'industrie des biens durables (automobiles, appareils ménagers, etc) y jouent un rôle de premier plan. Ces industries sont le décalque à peu près exact de celles que l'on trouve aux Etats-Unis, dans les régions contiguës pour une bonne part. Elles se sont développées en Ontario grâce aux barrières tarifaires qui les protègent de la concurrence américaine surtout, et elles reposent dans une mesure importante sur le marché du Québec. Les coûts de production sont en Ontario plus élevés qu'aux Etats-Unis, pour des raisons de taille des marchés. Si les industries ontariennes devaient perdre le marché du Québec, elles ne pourraient pas survivre à moins d'affronter de plein fouet la concurrence américaine avec tout ce que cela représenterait comme nécessité de réorganisation, de déplacement, de consolidation et, fort probablement, de pertes de population.

Dans le cas du Québec, les industries liées aux matières premières de base jouent le rôle principal avec la production des biens non durables. Dans le premier cas, surtout dans cette phase de pénurie de matières premières où nous entrons, les risques sont faibles. En ce qui concerne les biens non durables, le Québec n'éviterait pas les problèmes de la réorganisation de l'appareil productif, problèmes qui sont déjà posés depuis longtemps d'ailleurs sans que l'hypothèse de l'indépendance soit en cause. Dans l'ensemble, on peut donc conclure que l'Ontario aurait intérêt à négocier raisonnablement. Le pouvoir de négociation, en terme de coût de la rupture, serait même probablement à l'avantage du Québec. Les avantages étant donc partagés, les chances d'une négociation ordonnée en vue de la création d'un véritable marché commun seraient très bonnes et les risques d'une rupture sauvage faibles. Ces risques sont moins fonction des contraintes économiques que des réactions émotives éventuelles. Mais on nous a tellement dit que les Anglais étaient rationnels et savaient calculer...

En somme donc, advenant la sécession:

- 1) *il n'est pas question de briser les interdépendances économiques mais de redistribuer les pouvoirs de façon à créer, par exemple, un véritable marché commun qui permettrait de séparer les domaines de la culture et de l'économie, et de juger en connaissance de cause des inconvénients et avantages des diverses formules d'entente possible;*

L'indépendance

2) dans l'hypothèse d'une sécession se faisant dans l'ordre, les seuls problèmes qui se posent sont du domaine de la technique et peuvent être résolus en tant que tels;

3) la probabilité d'une rupture sauvage est faible du fait même de l'interdépendance des économies, donc des intérêts, avec un partage du pouvoir de négociation jouant probablement en faveur du Québec, les risques venant plus de la charge d'émotivité déclenchée par l'imminence de la sécession que des problèmes techniques à résoudre.

Examinons maintenant quelques-uns de ces problèmes techniques, sans ambitionner, bien sûr, dans le cadre étroit de ces remarques, d'en faire un inventaire même approximatif. Nous choisirons certaines des questions les plus discutées parce qu'elles soulèvent le plus de craintes et fournissent les meilleures bases à ceux qui trouvent intérêt à cultiver ces frayeurs.



La sécurité sociale après l'indépendance?

Commençons par le problème de la survivance du système de sécurité sociale tel que nous le connaissons actuellement. Dans la masse de la population qui bénéficie des allocations de sécurité sociale, on a pu déceler, à l'occasion des deux dernières campagnes électorales, la crainte que la sécurité ainsi acquise soit perdue. Or il est bien évident que la sécurité sociale ne constitue qu'un mécanisme de transfert, l'Etat redistribuant, par l'intermédiaire de ses différents programmes, ce qu'il perçoit par ailleurs sous forme d'impôts. En termes généraux on peut affirmer que lorsque la sécurité sociale atteint un certain niveau, elle n'a plus pour effet de redistribuer les revenus entre les classes, c'est-à-dire "des riches vers les pauvres" pour employer une image populaire. Dans la répartition des revenus gagnés les "riches" sont trop peu nombreux pour financer une sécurité sociale étendue. Celle-ci repose nécessairement sur le revenu moyen. En d'autres termes, c'est la masse de la population qui se paie à elle-même la sécurité sociale.

Ce phénomène a été clairement démontré dans le cas de l'Angleterre par exemple. Nous en sommes nous-mêmes à peu près au même point. En ce qui concerne le Québec dans son ensemble, c'était là la conclusion d'une étude publiée en mars 1970 par le ministère des Affaires intergouvernementales (*La part du Québec dans les dépenses et les revenus du gouvernement fédéral de 1960-61 à 1967-68*). L'indépendance du Québec, à ce sujet, impliquerait tout simplement que tous les impôts seraient perçus par Québec et tous les chèques émis par Québec, le système comme tel de sécurité sociale restant le même. Ce problème est le plus simple que nous ayons à envisager: il me met en cause que des changements d'adresses! Bien sûr, dans l'élaboration des ententes pour la constitution d'un marché commun ou autre formule de sauvegarde des marchés, il faudrait qu'interviennent des conventions fiscales. Mais elles pourraient être, pour une part, du type de celles qui existent déjà entre Québec et Ottawa et, d'autre part, comparables à celles qui régissent les relations entre les membres du Marché commun européen. Le domaine est connu et il ne peut s'agir que d'adaptation relevant des spécialistes de la fiscalité et des règles politiques édictées par les gouvernements concernés.

Les chemins de fer après l'indépendance?

Considérons maintenant le problème du partage des actifs réels sous juridiction fédérale. Il est bien évident que les Québécois sont collectivement, comme tous les Canadiens "propriétaires" de ces actifs qui ont été financés,

de façon indivise, par leurs impôts tout autant que par ceux des autres Canadiens. Si les Ontariens, par exemple, en tant que Canadiens, ont des droits sur les actifs localisés au Québec, les Québécois, en tant que Canadiens, ont des droits sur les actifs "fédéraux" localisés en Ontario.

Il n'est donc pas question pour les Québécois de racheter les actifs fédéraux: ils les ont déjà payés par leurs impôts. Dans la mesure où les Québécois abandonneraient leurs droits sur les actifs fédéraux localisés dans les autres provinces, ils payeraient du fait même à ces autres provinces les droits que celles-ci ont sur les actifs localisés dans le Québec. Il s'agirait de savoir dans quelle mesure ces abandons réciproques de "droits de propriété" s'équilibreraient mutuellement, et ensuite d'effectuer les compensations marginales nécessaires dans l'un ou l'autre sens. Ce qui n'est que matière à calcul dans un cadre de négociation, mais rien de plus.

Certains actifs réels se partageraient mal cependant, parce que parti d'un ensemble intégré que chacun des partenaires aurait intérêt à conserver comme tel. C'est le cas, en particulier, pour les moyens de transport et communication dont l'exemple le plus immédiat est fourni par le réseau de chemins de fer. Il serait bien évidemment absurde de subdiviser cet ensemble en espérant en maintenir l'efficacité. Mais des formules d'entente, du type par exemple de celle de la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier, pourraient intervenir qui assureraient alors cette fameuse "indépendance dans l'interdépendance" qui ne peut être qu'un leurre aussi longtemps que dans "l'interdépendance" le pouvoir de disposition des groupes constituants n'a pas été assuré au préalable par un minimum "d'indépendance". Mais il s'agit là encore de problèmes techniques pour lesquels nous n'aurions pas à innover à partir de rien. Des éléments de départ nous sont fournis par des organisations similaires fonctionnant ailleurs.

Une "piastre à 50¢" après l'indépendance?

Mais de toutes les questions économiques qui sont à la source de nos craintes, c'est encore celle de la monnaie qui revient le plus souvent. La monnaie est, en économie, le domaine privilégié des mythes et mystifications, depuis les innocentes paraboles créditistes sur l'or jusqu'aux démonstrations absurdes mais combien efficaces de Pierre Laporte sur "la piastre à 50¢". L'ennui, avec ces questions de monnaie, c'est qu'elles deviennent relativement simples pour peu qu'on s'y attarde mais qu'elles paraissent extrêmement complexes à ceux qui ne disposent pas des tout premiers éléments d'explication. Pour ceux qui ont quelques notions d'économie, les développements qui vont suivre paraîtront élémentaires. Et ils le sont... Mais tous ceux qui ont fait un peu d'enseignement dans le domaine, surtout auprès des adultes, savent qu'il faut accepter de "partir de loin" lorsque l'on discute monnaie.

Dans les économies modernes basées sur la spécialisation des tâches, la monnaie est un simple instrument destiné avant tout à faciliter les échanges. Cet instrument a, avec le temps, pris la forme de coupons (billets) dont la circulation résulte pour une part de l'habitude qu'on en a et pour une autre de l'obligation qui nous est faite, de par la loi, de les accepter comme moyen de payer les créances. La puissance de ce moyen d'échange est démultipliée par le système bancaire, sous forme d'écritures permettant l'utilisation du chèque. La somme des moyens de paiement (la masse monétaire) constituée, en gros, des billets de dépôts, est continuellement manipulée par la Banque centrale en fonction des besoins de l'économie: on réduit cette masse ou on en facilite l'expansion tout comme dans une voiture on donne plus ou moins d'essence pour accélérer, ralentir ou éviter un virage dangereux.

A l'intérieur d'une économie nationale, la monnaie n'a aucune valeur en soi: elle a la valeur donnée par la quantité de marchandises que l'on en peut avoir. Il est indifférent, par exemple, qu'en France un repas vaille 12 francs contre seulement 4 dollars au Québec si le salaire horaire moyen est de 12 francs en France et de 4 dollars au Québec. En France comme au Québec, avec une heure de salaire moyen un ouvrier achètera un repas, ni plus ni moins. Dans les deux cas le niveau de vie sera le même. Un Québec indépendant pourrait se donner une monnaie qui lui soit propre, disons la

"piastre" pour ne pas nous éloigner de la parabole de messieurs Bourassa et Laporte. Le Québec pourrait, par exemple, fixer la valeur de sa monnaie nouvelle à deux "piastres" pour un dollar, ce qui signifierait approximativement deux francs français pour une "piastre", et ainsi de suite pour les autres monnaies.

Ainsi deux ouvriers de la construction, l'un à Montréal et l'autre à Toronto, qui avant l'indépendance gagnaient tous les deux 8 dollars canadiens l'heure et payaient 160 dollars par mois de loyer, devaient consacrer 20 heures par mois de travail à payer leur loyer. Après la création de la "piastre" québécoise, le travailleur de Montréal recevrait 16 "piastres" l'heure, payerait 320 dollars par mois pour son loyer et travaillerait toujours comme son collègue de Toronto 20 heures par mois pour payer son loyer. L'opération est exactement comparable au passage du système de mesure anglais au système métrique: il ne fait pas moins froid à 32 degrés Fahrenheit qu'à zéro Celsius; et on n'est pas moins riche avec une monnaie dont la valeur légale est de la moitié d'une autre si les revenus et les prix sont en conséquence. Par ailleurs, si le loyer montait à Montréal à 400 "piastres" par mois, le pouvoir d'achat de cette monnaie, pour ce qui concerne le logement, aurait baissé de 10% et la situation du travailleur de Toronto serait meilleure que celle du travailleur de Montréal, le premier ne devant toujours consacrer que 20 heures de travail au paiement de son loyer alors que le travailleur de Montréal devrait consacrer 25 heures de travail. Mais si, à Montréal, en même temps que le coût du loyer montait à 400 "piastres" le salaire horaire est réajusté à 18 "piastres", la situation reste la même: à Toronto comme à Montréal, on travaille 20 heures pour payer son loyer quand on est un ouvrier de la construction.

A l'intérieur d'un pays, ce qui importe donc, c'est que les revenus montent au moins aussi vite que les prix. Il n'y a pas de raison de croire qu'en soi, l'accession à l'indépendance aurait pour effet de faire monter les prix plus vite que les salaires. En tout cas, les événements que nous vivons actuellement nous montrent bien que ce n'est pas le fait de faire partie de la Confédération qui en soi, nous protège de telles éventualités. Et la petite parabole des ouvriers de la construction qui précède illustre tout simplement le fait que le problème de la monnaie, à l'intérieur de l'économie nationale, est essentiellement une question de rythme d'évolution des revenus comparé au rythme d'évolution des prix, quelle que soit l'unité monétaire retenue. Et quel que soit le rapport que l'on



établirait au départ entre la nouvelle monnaie et toutes les autres (une demie, un quart, deux, quatre, etc.) la valeur des revenus et des actifs devrait nécessairement être comptabilisée dans la nouvelle monnaie et il n'y aurait en cause que des opérations arithmétiques du même ordre, encore une fois, que celles que nous faisons actuellement pour passer du système anglais au système métrique, ou que celles qu'on a effectuées en France pour passer de l'ancien au nouveau Franc. On peut alors se demander pourquoi, partis d'un si bon pas, les libéraux ne sont pas allés, à l'époque, jusqu'à parler de la "piastre à quinze, dix, ou cinq cents". Ils ont manifestement manqué d'imagination puisque tous les choix leur étaient permis... comme ils le seraient à un Québec indépendant!

A un Québec indépendant de voir à ses affaires!

Une fois le point de départ fixé, il reste à savoir si les "taux de change" ainsi déterminés pourraient se maintenir. Le taux de change, c'est-à-dire le prix de la monnaie nationale en termes des autres monnaies, résulte des offres et des demandes des monnaies elles-mêmes, qui

(suite à la page 31)



par
**Michel
Rioux**

des travailleurs se méfient

“J’ai voté PQ, je pense bien que je vais encore voter PQ, mais on peut plus dire que c’est comme avant”.

Exprimée de cette façon ou avec certaines variantes, cette phrase reflétait régulièrement un état de désenchantement que j’avais perçu chez des travailleurs, mais dont j’ignorais en même temps l’ampleur quand j’ai proposé à l’équipe de rédaction de fouiller un peu quelques aspects de leur méfiance à l’égard de l’indépendance du Québec.

A quoi cela tient-il?

D’où vient que cette espèce de ferveur qu’on avait connue chez les militants, peu de temps avant les dernières élections de 73, se soit en quelque sorte évaporée?

“Tu comprends, me dit un soudeur, militant acharné, je ne le sens plus dans mes tripes. Ça se peut que je me trompe mais c’est mon feeling. C’est dur à expliquer”.

Et de ça, de ces états d’âme, les sondages ne peuvent malheureusement rendre compte. Car ce gars-là a voté PQ aux dernières élections et votera encore PQ aux prochaines. Faute de mieux? Je ne crois pas qu’un pays se bâtisse sans ferveur, faute de mieux!

Concilier le passé et le futur, sauver à la fois l’économique et le culturel, mais autrement que le propose Bourassa, nourrir en même temps les racines et la cime, c’est cela sans doute, bien qu’exprimé autrement, qui fait que nous nous retrouvons aujourd’hui après deux ans, dans une sorte de flottement national qui ne devra pas durer trop longtemps. Nous avons fait la preuve, en tant que peuple, de notre capacité de durer. Nous avons affirmé notre permanence. Mais ce n’est pas tout. Encore faut-il s’inquiéter de ce dont nous aurons l’air quand prendront fin les flottements et les hésitations actuels.

L’indépendance au grenier

Car malgré un été anormalement ensoleillé et chaud (ou peut-être à cause de ça?), ce sont les couleurs ternes, délavées d’un automne finissant qui paraissent habiter aujourd’hui l’âme collective. Peu de peuples ont dû, autant que le nôtre, tenir compte des saisons pour l’aménagement de leur survivance. Un automne trop long, cela doit inquiéter.

Désespérance? Non! Pas pour celui, en tout cas, qui me quitte en disant: **“On n’est pas en dépression nationale, les prochaines semaines vont le prouver. Mais la répression fesse et on est pas assez nombreux à réagir.”** Il ajoutait: **“Les Québécois, on est comme des panthères. C’est quand on est cernés de toutes parts que les muscles des jambes nous raidissent pis qu’on fonce pour tuer”.**

S’il n’est pas éteint, le feu ne réchauffe plus, n’éclaire plus comme on l’a vu chauffer et éclairer. Peut-être s’agit-il d’un feu-qui-couve-sous-la-cendre, comme on dit parfois pour se donner à tout le monde des couleurs... Enfin...

Mais la méfiance à l’égard de l’indépendance et de ceux qui font profession de vouloir la faire politiquement, s’est installée. À un moment où les questions de pain et de beurre prennent une si large place, (il faut bien vivre, même en temps d’inflation et de mesures Trudeau), on peut comprendre que les idées montent au grenier. Ce qui se comprend moins bien, et qui s’explique encore plus mal, c’est que cette idée d’indépendance doive demeurer au grenier alors qu’elle devrait être au coeur du débat autour du pain et du beurre, parce que ceux qui devraient la porter, cette idée, l’insérer dans le quotidien des Québécois, ne font pas cet effort.

Je l’ai constaté aux quatre coins du Québec, au cours des derniers mois, au Saguenay comme à Hull, à Chibougamau comme à Montréal et à Granby.

Les hommes

Les idées, y compris les plus nobles, prennent forme,

sont identifiées et fusionnent avec les hommes qui les défendent. Les travailleurs québécois ne sont pas différents du reste du monde, en ce sens que leur opinion se forme au gré des expériences quotidiennes qu’ils sont appelés à vivre. De là, la fragilité d’une idée généreuse aux prises avec les aléas du quotidien.

Et cela touche les hommes qui sont choisis pour incarner l’idée d’indépendance et, qu’on le veuille ou non, il finit par y avoir interaction, interdépendance entre l’idée et l’homme qui l’incarne. Et cela pose des problèmes.

Pour ce militant de Sherbrooke aux dernières élections, par exemple, qui n’a jamais pu se résoudre à voter pour l’indépendance parce que celui qui en portait les couleurs avait participé, un an auparavant, à la création d’une pseudo-centrale syndicale, la CSD, née et élevée dans les eaux troubles des officines du parti libéral au pouvoir. **“Au dernier moment, j’ai annulé mon vote. J’ai pas pu me décider à voter pour un homme qui avait tellement nui aux travailleurs québécois, en nous divisant au profit du parti libéral lors du dernier front commun”.** C’est pourtant un indépendantiste convaincu. Combien, dans ce coin de pays, ont fait comme lui?

Problème aussi pour cet employé municipal d’Arvida, qui avait à choisir entre le libéral Gérald Harvey et le péquiste Francis Dufour, en 73. **“Je connais trop Dufour, comme maire de la ville. C’est un anti-ouvrier, je pouvais pas voter pour lui. C’est de la fausse représentation qu’il faisait en se présentant pour le PQ. Harvey, au moins, il essayait pas de faire croire au monde qu’il était de leur bord”.**

Il faut dire que les cols bleus d’Arvida ont dû faire neuf semaines de grève. C’est pourquoi, quand je lui fais remarquer qu’en votant pour Harvey, il votait en même temps pour le parti libéral qui avait fait emprisonner les présidents des trois centrales et des dizaines de militants, je saisis dans son regard que pour lui, c’était physiquement impossible de voter pour Dufour, quoiqu’aient pu faire Harvey et les libéraux. Ces questions là sont à fleur de peau, comme ce qui est arrivé dans le comté voisin de Dubuc, où, à la convention péquiste, le recteur de l’université de Chicoutimi, ami personnel de René Lévesque, a été préféré comme candidat à un ouvrier de la Consol de Port-Alfred, dans une opération-parachutage digne du mieux organisé des plus vieux partis.



Comme à Pointe-Gatineau, où les employés municipaux ont dû subir plusieurs semaines de grève face au maire et aux conseillers ouvertement péquistes, le maire étant l’ex-candidat aux élections.

Comme à Ville d’Anjou, où la municipalité a confié le mandat de négocier avec ses cols bleus, en lock-out depuis plus de deux mois, au plus anti-syndical des procureurs patronaux, Arthur Matteau, comme l’avait fait la municipalité de Pointe-Gatineau. À Ville d’Anjou, un conseiller municipal ouvertement péquiste, M. Vaillancourt, appuie la position du maire Jean Corbeil, ouvertement libéral. Il faudra beaucoup d’abnégation à ces 70 travailleurs pour se convaincre que le PQ est le parti du monde ordinaire.

Cas isolés? Peut-être, et pourtant on pourrait en aligner encore plusieurs. Mais c’est à travers ces écrans, terriblement quotidiens, qu’une idée meurt ou grandit.

De là à relever l’historique vérité de la trahison des élites, il n’y a qu’un pas. **“Les gars du PQ actuellement, c’est des bourgeois qui attendent leur tour”**, me dit le camarade soudeur pourtant considéré dans son syndicat, très radical, comme un réformiste bourgeois. C’est lui qui me le dit.

Peu nombreux, mais par ailleurs extrêmement présents dans les organisations ouvrières sont ceux qui, considérant la question nationale au Québec comme une contradiction secondaire ayant pour effet de masquer la contradiction principale, qui est l’impérialisme américain, profitent à plein des situations comme celles décrites plus haut.

Le malheur, pour ceux qui croient en l’indépendance dans une perspective de libération nationale et comme un pré-requis à l’édification d’un socialisme québécois, c’est que les porte-parole du parti qui défend l’idée de l’indépendance, le PQ, donnent souvent raison à ces chapeliers patentés, augmentant ainsi auprès des travailleurs leur audience.



Les chiffres

Déjà en 1969, dans une Lettre aux militants, Marcel Pepin exprimait l’opinion que **“le seul obstacle actuel à l’indépendance du Québec, c’est la question économique. Dans la mesure où on réussira à la faire sauter, il n’y aura plus rien qui tiendra”.**

Cette méfiance demeure encore aujourd’hui, six ans plus tard. Un mineur de l’amiante, qui sort d’une lutte héroïque de sept mois contre les multinationales, la décrit ainsi: **“On contrôle rien. Si on devient indépendants, on va-t-y pouvoir mettre la main sur les contrôles? Le capital et la bourgeoisie se laisseront pas faire, on l’a déjà vu au Chili.”**

Quand je lui fais remarquer que l’antithèse de l’indépendance, c’est la dépendance, il me regarde dans les yeux avec des yeux qui ont connu les mines et les mineurs durant 35 ans, et ces yeux me disent qu’il ne sait pas si on a réussi à convaincre suffisamment les gars qu’on était capables de se tenir debout tout seuls.

Sans demander au PQ d’être plus catholique que le pape en étant plus à gauche que le plus à gauche des groupuscules gauchistes, tout en admettant que le PQ ne soit pas un parti révolutionnaire mais progressiste, devant d’abord établir un consensus national autour de l’idée de l’indépendance, il me semble que ce parti aurait intérêt à épouser plus souvent, plus régulièrement, les luttes et les problèmes du monde ordinaire.

Le parti de l’indépendance a jusqu’ici été singulièrement absent dans le débat autour des mesures anti-inflationnistes du gouvernement fédéral, profondément injustes et directement dirigées contre les travailleurs. Une action énergique de sa part, sur ce point comme sur un grand nombre d’autres, lui fournirait l’occasion de se dédouaner par rapport à une méfiance souvent compréhensible de la part des travailleurs.

Ce sont sans doute ces occasions perdues depuis deux ans qui nous ont conduits à la tiédeur actuelle. Pour construire un pays, il faut alimenter davantage la ferveur de ses forces vives. ●

la foi, pour quoi faire?

par
Louis
O'Neill



Le virage vers l'indépendance s'accroît. À mesure qu'on prend le tournant, certains s'inquiètent des obstacles qui surgiront sur la route. Car on sait bien que la libération du Québec ne plaît pas à tout le monde. Les uns se demandent ce que nous réserve la RCMP de monsieur Trudeau. D'autres supputent l'intervention de la C.I.A. Comme celle-ci se mêle à travers le monde de tout ce qui peut affecter les intérêts américains, on pense bien qu'elle observe de près ce qui se passe au Québec. Et il y a aussi la bourgeoisie libérale indigène. Le régime actuel fait trop son affaire pour qu'elle laisse advenir sans résistance ce qui apparaît à ses yeux comme la pire des éventualités. Décidément, il n'y aura pas d'indépendance facile.

Mais il est d'autres forces de chez nous dont le comportement soulève des interrogations. Par exemple l'Église, les divers groupes de chrétiens, les communautés pratiquantes traditionnelles, les minorités chrétiennes engagées socialement et politiquement, toutes ces forces religieuses qui exercent une influence indéniable sur la vie québécoise.

Quel est le rôle de l'Église?

C'est une entreprise bien difficile que d'évaluer le rôle de l'Église dans l'histoire du Québec. Sans elle, disent certains, nous n'aurions ni identité, ni langue, ni culture, car les deux siècles de résistance dont nous sortons n'ont été possibles que grâce à l'Église. En revanche, disent d'autres, sans l'Église il y aurait déjà un Québec libre. Car, selon eux, les leaders religieux ont autant domestiqué le sentiment national qu'ils l'ont encouragé. On approuvait une certaine résistance, mais on prêchait en même temps le loyalisme, l'obéissance et la résignation. On empêchait le pouvoir colonial d'empiéter sur l'appareil ecclésiastique, mais on acceptait les empiètements qui barraient la route à la libération politique.

On pourra discuter longtemps de ces *pour* et de ces *contre*. Certains pourront se complaire à souligner la continuité qui va de Mgr Plessis au cardinal Villeneuve, en passant par Mgr Lartigue. D'autres souligneront plutôt le comportement revendicateur, à forte saveur nationaliste et sociale, de Mgr Lafleche, de Mgr Desranleau ou de Mgr Charbonneau. Sans oublier, cela va de soi, le chanoine Groulx. En fait, l'histoire de l'Église québécoise fournit des arguments aux partisans des deux thèses. On dirait d'ailleurs que de plus en plus de leaders religieux adoptent une sorte de comportement dialectique, essayant de conjuguer en eux les contradictoires. Un peu comme ces évêques qui d'un même souffle approuvent Jean XXIII quand il parle du droit des peuples à l'auto-détermination, tout en refusant d'admettre que cet énoncé s'applique bien au peuple québécois.

Je serais surpris qu'il existe encore plus de trois ou quatre évêques de chez nous qui soient des partisans inconditionnels du fédéralisme. Les autres se sentent de plus en plus solidaires du peuple auquel ils appartiennent. C'est normal. Mais ils ne diront sans doute leur choix qu'au dernier tournant.

Une force de freinage

Chez les chrétiens ordinaires on discerne une bonne variété de comportements politiques. J'en connais qui flairent en tout changement quelque piège satanique. L'indépendantisme propose un changement: donc ils se méfient. D'autres vivent en dehors de ce débat. Charismatiques, spécialistes de la conversion intérieure, de l'éthique privée et de l'intimité, ils n'ont que faire des débats temporels à dimension politique. Ils s'adaptent aux systèmes que les autres bâtissent à leur place. Ils se contentent de ce qui existe. En pratique, ils favorisent le statu quo et freinent le changement.



On retrouve, dans ce même convoi, les partisans du pluralisme, de l'universalisme abstrait, de l'oecuménisme et de la réconciliation. La liberté totale des options offre l'avantage de ne pas se compromettre. L'universalisme abstrait préconise un humanisme sans racines, sans coloris particulier. La situation historique, géographique et culturelle ne lui dit rien. L'oecuménisme suggère qu'on escamote les divergences au lieu de les affronter et de les décortiquer pour en comprendre les racines. L'esprit de réconciliation oublie les sources de conflit et suggère de les survoler pour atteindre une unanimité qui ferme les yeux sur les affrontements et les revendications. On enterre les problèmes au lieu de les solutionner.

Mais la foi chrétienne inspire aussi d'autres attitudes. Il est des chrétiens pour qui la croyance est vaine si elle ne se traduit pas suivant la logique de l'Incarnation; vaine, si elle prétend escamoter le difficile quotidien, les conflits et les ruptures; vaine et mystificatrice, si elle fait du croyant un pur et un impuissant. Il y a certes une façon de croire qui nourrit la médiocrité, la résignation et le conservatisme, mais il y en a une autre qui suscite la mise en question, le désir du changement et la volonté de libération.

Un potentiel libérateur

Au sein des communautés chrétiennes les deux façons de croire s'entremêlent. Deux courants coexistent. Si l'un apparaît, au plan social, comme une force de freinage, l'autre véhicule un potentiel libérateur. Des prêtres animateurs d'opérations-dignité qui aident les citoyens ordinaires à se défendre contre les bureaucrates et les émissaires du pouvoir; certains curés de la région de l'Amiante étroitement mêlés aux luttes ouvrières; des chrétiens qui découvrent que le combat québécois revêt des dimensions spirituelles; la libération de servitudes inutiles qui rend plus disponible pour des tâches

nouvelles; la conviction profonde que les signes des temps aident à mieux comprendre la portée actuelle du message chrétien; des opinions sociales et politiques qui défient celles des pouvoirs établis; une sorte de confiance nouvelle dans le potentiel de changement que possèdent ceux que l'Esprit habite; le sentiment de vivre la réalisation d'un rêve collectif entretenu et transmis grâce à la foi et à l'espérance des Anciens: autant de signes qui révèlent la présence d'une énergie spirituelle axée sur l'avenir et le changement. Cette énergie est une composante bien vivante de l'univers religieux québécois.

Il est vrai que le conservatisme religieux et social occupe chez nous un vaste espace. Il joue le rôle de frein autant au plan social qu'à l'intérieur de l'Église. Mais son impact historique est moindre que son poids physique. Dans les conjonctures favorables, les minorités chrétiennes agissantes peuvent fort bien réussir à déclencher des processus qui, en autant qu'ils répondent à des attentes collectives, peuvent emporter l'adhésion de la majorité silencieuse et faire en sorte que l'ensemble des communautés chrétiennes se joigne au mouvement de l'histoire. Quand cela se produira, les indépendantistes n'auront plus besoin de parler de referendum. La libération du Québec sera devenue un processus inéluctable.

Quel sera l'impact du christianisme d'ici?

Ceux qui bataillent pour la libération du Québec ont bien raison de s'interroger sur l'impact social et politique des forces religieuses. Car celles-ci furent trop étroitement mêlées à notre histoire pour que celle-ci suive sa route sans qu'elles aient quelque chose à dire. Quant à ceux dont la première inquiétude porte sur l'avenir chez nous du christianisme, ils pourraient fort bien se demander si on peut chercher à déterminer cet avenir sans s'interroger sur le destin social et politique de la collectivité québécoise dont les chrétiens sont partie intégrante.

Cette question, le rapport Dumont la formulait déjà il y a quelques années. Il y aurait lieu d'en faire actuellement l'objet d'une réflexion attentive. Partout au Québec des groupes de chrétiens se demandent si la foi qui les anime a quelque chose à apporter au monde en pleine transformation qu'ils connaissent. Les changements qui s'annoncent leur donneront l'occasion de démontrer que la dynamique chrétienne peut fournir un apport indispensable à la nouvelle société québécoise en émergence, ne serait-ce qu'en mettant en lumière un horizon de dépassement sans lequel tout projet humain risque vite de se retrouver à bout de souffle. ●

Grâce à l'association Maintenant-Le Jour vous êtes assuré de ne pas manquer un seul des numéros de la revue Maintenant (nouvelle série). En vous abonnant au quotidien national des Québécois.



ABONNEMENTS PAR LA POSTE

Ci-joint mon chèque d'abonnement

de \$18.00 pour 3 mois
de \$32.00 pour 6 mois
de \$60.00 pour 12 mois
Édition du samedi seulement \$15.00 pour 12 mois

NOM _____
ADRESSE _____
VILLE _____
TÉL: _____

POUR RENSEIGNEMENTS
COMPOSEZ - 331-8961

images, désirs, appels de l'indépendance

Par où commencer? Divers écrits du Régime français signalent l'indépendance têtue des colons et des coureurs de bois, les distances qu'ils prennent par rapport à Paris ou Versailles. "Le naturel des Canadiens ne s'accorde guère avec la subordination", observe le chevalier Pierre de Troyes en 1686. Nos ancêtres déjà ne sont plus tout à fait des Français, ou plutôt ils sont des Français différents, à qui manque seulement le nombre pour se défendre et se distinguer complètement.

A la Conquête: "La timidité, la défiance et l'indécision, marques distinctives d'un peuple vaincu, apparaissent; et ceci surtout devient remarquable dans le clergé et la noblesse, classes qui avaient le plus à craindre de la part du vainqueur", remarque l'historien Brousseau de Bourgoin en 1852. Et Hector Fabre, dans une conférence sur *Confédération, indépendance, annexion* (1871): "Le plus grand malheur qui puisse frapper un peuple naissant, c'est d'être séparé de la nationalité dont il sort, d'être isolé de sa source; de voir tout à coup se fermer derrière lui le passé, tandis qu'il s'achemine, seul et sans appui, vers un avenir incertain".



Les traités, constitutions et luttes parlementaires relèvent de l'histoire, non de la littérature. On doit cependant mentionner, à une époque de transition, le recueil de lettres et suppliques publié à Londres en 1784 par Pierre du Calvet, *Appel à la Justice de l'État*: "Le mécontentement, ou plutôt le désespoir de la Province de Québec est si général, que, si on ne l'adoucit par des mesures de bienfaisance de Gouvernement, il ne peut que conduire à une révolution. . ." Soupçonné de sympathies républicaines (il correspondra avec George Washington), emprisonné par Haldimand, exilé, ce juge de paix montréalais, d'origine française et huguenote, sera vu tantôt comme un cynique et un traître, tantôt comme "le premier champion de nos luttes civiques" (Fréchette). Il influencera en tout cas les réformistes et l'historien Garneau.

Dès 1806, un nationalisme vigoureux se manifeste dans les professions libérales et la petite-bourgeoisie naissante; il atteindra bientôt les campagnes et les faubourgs. De 1822 (projet d'union, c'est-à-dire d'assimilation) à 1838 et même 1848 (Chauveau), les hymnes à la liberté se multiplient (1), polyvalents, mais moins ambigus et plus convaincants que certains discours ou articles. A côté de la Proclamation de l'Indépendance du Bas-Canada par Robert Nelson, on se souvient que l'*Histoire de l'insurrection* de Papineau commence par cette affirmation: "Le gouvernement anglais pourra peut-être pendant quelque temps encore prolonger son occupation militaire des Canadas. Mais (. . .) il a forfait au droit, et, sans retour, il a perdu la possibilité de les gouverner". On se souvient aussi de la lettre d'adieu, du testament de Lorimier: "Puisse mon exécution et celle de mes compagnons d'échafaud vous être utiles. Puissent-elles vous montrer ce que vous devez attendre du gouvernement anglais. (. . .) Vive la Liberté, vive l'Indépendance".

D'autre part, dans nos premiers poèmes, le pays physique et psychologique est valorisé, sinon célébré: "Des bords du Saguenay, peignez-nous la hauteur..." conseille Michel Bibaud. Et Augustin-Norbert Morin, idéaliste délicat: "Dernier asile où règne l'innocence, quel pays peut se comparer à toi?"

Le pays laurentien est personnifié en "Laurent" dans l'élégie engagée *O ma chère patrie*, publiée par la *Minerve* en 1828. "Pourquoi te traînes-tu comme un homme à la chaîne, loin, oui, bien loin du siècle, où tu vis en oubli?" demande François-Xavier Garneau dans *Au Canada* (sous-titre: *Pourquoi mon âme est-elle triste?*) en 1837. Ce poème sera repris par le *Journal de Québec* en 1849 comme *Hymne de Jean-Baptiste à sa patrie*. Et *Sol canadien* (1829), du jeune Isidore Bédard, aura longtemps droit au titre d'*Hymne national*:

"Si d'Albion la main chérie cesse un jour de te protéger, soutiens-toi seule, ô ma patrie!" C'est seulement après 1900 que l'*O Canada* du pieux juge Routhier sera répandu.



Les adversaires de l'Union législative (et économique, sinon d'emblée culturelle) sont très nombreux, de Jacques Viger à Joseph Lenoir, en passant par les chansonniers anonymes: "C'est l'union du feu-z-avec l'eau". Les annexionnistes de l'Institut canadien — Dessaulles en tête, qui devra s'exiler et mourir à Paris — sont patriotes à leur façon: ils croient à une large autonomie, à une démocratie plus sûre dans le cadre (pas encore centralisé) des Etats-Unis.

1867, suite logique de 1840, provoque de vives réactions politico-littéraires, surtout du côté des libéraux et radicaux. On connaît la *Voix d'un exilé*, Fréchette, tonnant contre l'"ignoble parchemin" et la "bande sordide" des conservateurs, version clérico-québécoise des *tories*. Dans la presse, souvent depuis plusieurs années, le *Pays*, l'*Ordre*, la *Tribune*, le *Franco-Canadien*, l'*Union nationale*, le *Journal de Saint-Hyacinthe*, le *Défricheur* (Arthabaska) font campagne pour le NON en dénonçant l'"amoindrissement des Canadiens français", l'"alliance du pot de fer avec le pot de terre". En 1864, Laurier, Mercier, David, etc. se prononcent contre "la confédération et la fédération, qu'ils jugent préjudiciables aux intérêts du Bas-Canada" et mettant "son autonomie en danger". En 1865, un vote de la Chambre est ainsi analysé par J.-P. Bernard (2): ". . . parmi les 49 représentants des comtés francophones qui prirent part au vote 25 dirent "oui" et 24 dirent "non" au projet de Confédération". L'opposition fléchira chez les politiciens (et le clergé), beaucoup moins chez les écrivains.

Un immigré, Auguste Achintre, est un des rares "poètes"

à se fendre d'une cantate flagorneuse en faveur de la *Confédération*. Les essayistes Fabre, Lusignan, Médéric Lanctôt (3), David ("La Confédération aurait pu être probablement évitée. . ."), etc. s'opposent aux partisans modérés (Dunn, J.-Ch. Taché), fanatiques ou opportunistes (Cauchon) de l'A.A.B.N. L'ancien ministre François Evanturel, dans ses souvenirs humoristiques, *Les Deux Cochers de Québec* (1886), compare un bon "charroyeur d'eau", Jean-Baptiste, à un mauvais conducteur de peuple, Sir George-E. Cartier. Le Dr Pierre Bédard (4) écrira, à la fin du siècle: "Ma pensée se reportant à cent ans d'ici, je vois au Canada deux pays distincts: l'un français, l'autre anglais".

L'affaire manitobaine, l'exécution de Riel, l'éloquence de Mercier amènent un retour littéraire des Patriotes vers 1885. Cependant, l'échec du Parti national confine (presque) le nationalisme en dehors de la politique active. Bourassa, Lavergne, Lamarche sont isolés, un peu étroitement légalistes. Asselin et Fournier sont surtout d'excellents critiques. Celui-ci interroge le fondateur du *Devoir*: "Et nous enfin, nous tous qui avions compté sur M. Bourassa comme sur le chef et le sauveur prochain de la race, n'étions-nous pas en droit, vraiment, d'attendre de lui autre chose, et plus, que le rôle restreint où il semble définitivement emprisonné?"

André Laurendeau reconnaît qu'"il y a dans l'oeuvre de l'abbé Groulx un ferment séparatiste (au sens très large du mot)". Le sens est assez précis. Sans doute

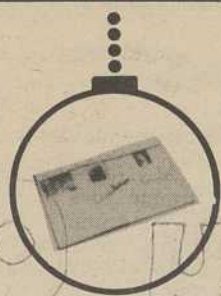
(suite à la page 29)

à l'occasion des fêtes, offrez un ABONNEMENT-CADEAU

au quotidien national des Québécois

LE JOUR

et participez à notre concours



RECEVEZ EN PRIME

Pour tout abonnement ou renouvellement d'un an (\$60) le souscripteur recevra GRATUITEMENT l'agenda historique Memini 1976 des Québécois

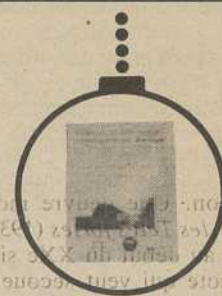
Conçu et réalisé par les Éditions Boréal Express avec la collaboration du Journal LE JOUR



PARTICIPEZ AU TIRAGE

Règlements du concours

- 3 chances de gagner en offrant un abonnement d'un an (\$60)
- 2 chances de gagner en offrant un abonnement de 6 mois (\$32)
- 1 chance de gagner en offrant un abonnement de 3 mois (\$18)



OFFREZ EN CADEAU

Les employés du journal et les membres de leur famille ne sont pas éligibles

Je désire offrir un abonnement postal de ou je désire m'abonner pour

3 mois \$18

6 mois \$32

12 mois \$60

12 mois et soutien \$100

Abonnements-cadeaux

NOM
ADRESSE
VILLE

souscripteur

NOM
ADRESSE
VILLE

TEL
LES ABONNEMENTS NE SONT PAS
REMBOURSABLES

Un certificat-cadeau portant votre nom sera envoyé aux personnes à qui l'abonnement sera offert.

Faites parvenir le coupon entre le 8 décembre 1975 et le 17 janvier 1976 à:

Abonnements-cadeaux

Journal LE JOUR, 387 boul. Lebeau, Montréal 379

images, désirs...

(suite de la page 28)

l'intérêt de Groulx pour l'Église missionnaire et pour les minorités de la diaspora canadienne-française — dans ses romans comme dans ses discours — met-elle "une sourdine à ce qu'on persiste à baptiser son séparatisme". Mais il a écrit: "Se gouverner soi-même autant que faire se peut et y tendre en plénitude, telle a été depuis la conquête la ligne de force où le vaincu de 1760 n'a cessé de se cramponner" (*Histoire du Canada français*, t. IV). Lorsque les rédacteurs de *l'Action française* défendent les conclusions de leur enquête, en 1923 — "Loin de pousser à une séparation violente et prochaine d'avec la Confédération(. . .) Notre attitude est uniquement commandée par la probabilité d'une dislocation de l'État canadien. . ." —, ils sont prudents, habiles, et pourtant clairs. Les seules nuances que Laurendeau pourrait souligner ici sont les épithètes *violente* et *prochaine*.

Avant *l'Appel de la race*, le roman le plus politiquement engagé avait été le lourd *Pour la patrie* (1895) du journaliste ultramontain Jules-Paul Tardivel:

"Nous trouvons que le moment est favorable pour ériger le Canada français en État séparé et indépendant. Notre position géographique, nos ressources naturelles, l'homogénéité de notre population nous permettent d'aspirer à ce rang parmi les nations de la terre (. . .) D'ailleurs, les principaux avantages matériels qui découlent de la Confédération pourraient s'obtenir également par une simple union postale et douanière."

Pour la patrie, conservateur, clérical et intégriste, est une thèse trop apologétique pour devenir, malgré son ambition, un "roman du XXe siècle". On peut dire la même chose, pour des raisons différentes, de *la Chesnaie* (1942), roman psychologico-policière du francophile Rex Desmarchais, dont un Chef fascinant et un esthète dilettante sont les héros maladroits. "1837 n'était qu'un prologue. Tout était suspendu; rien n'était fini. L'affranchissement de la nation canadienne-française et la confirmation de son indépendance parachèveraient le sacrifice des patriotes de 1837". Le sacrifice, peut-être; l'échec, sûrement: "L'incendie le fascinait", et la mort. Le manoir de la Chesnaie est moins résistant que l'église de Saint-Eustache.

La plaquette doctrinale du "Chef" de Desmarchais, "*L'État français du Québec*", paraît être une synthèse des mouvements confus de 1930-1940; l'hebdomadaire des conspirateurs, *la Nouvelle-France*, ressemble à une *Action nationale* qui serait faite par des étudiants, ou encore à *Vivre*, la feuille séparatiste éphémère de Jean-Louis Gagnon. Une œuvre moins connue (parce qu'anticlérical?), *les Têtes fortes* (1935), de l'autodidacte Serge Roy, situe au début du XXe siècle l'histoire d'un petit-fils de Patriote qui veut secouer "la tutelle étouffante du gouvernement fédéral", réveiller un peuple "chloroformé" et conformiste; ce héros fonde, lui aussi, son journal, *Québec-Soir*, que ses adversaires accusent d'être "payé par Moscou"; l'amour le console (à peine) de son échec politique. Dans *Nous ferons l'avenir* (1944), François Hertel ne se dégage pas tout à fait des rêves nostalgiques fumeux ou des prophéties faciles: "Sans doute, la superstructure qu'est le fédéralisme canadien de l'heure présente ne tardera pas à disparaître, pour la raison toute simple qu'elle est artificielle et non viable".



Plus authentiquement prophétiques—sans prédictions intempestives — sont les poètes de l'Hexagone et leur suite. L'individu et la collectivité sont fermement articulés, de même que le silence et la parole, la mémoire et le projet, l'amour et la colère. Que citer? On a maintenant l'embarras du choix (et du très connu) entre *l'Homme rapaillé* de Miron:

"nous te ferons, Terre de Québec
lit des résurrections
et des mille fulgurances de nos métamorphoses
de nos levains où lève le futur"

Terre Québec de Chamberland:

"Homme de cette terre QUÉBEC, de ce pays incertain, je veux nommer le pays, l'arracher aux serres du froid et de la nuit, le délivrer, dans mon poème, de cette obscure parole qui gémit encore aux limbes de sa préhistoire."

"J'habite un peuple qui ne s'habite plus", dit Yves Préfontaine. "Voici qu'un peuple apprend à se mettre debout", avec les suites ou appels fraternel et paternel de Jacques Brault (*Mémoire*), sans parler du manifeste *Speak white* de Michèle Lalonde et d'innombrables poèmes-chansons. On pourrait faire divers montages à partir de "Mon pays c'est l'hiver" ("l'envers") et *l'Hiver de force*, à partir du feu et des mines-veines, des rues en marche comme des fleuves, etc.

Si l'on excepte le cas *Menaud* — "un avertissement" —, il faut attendre 1960 ou 1965 (*Parti pris*, Ferron, Aquin, Godbout. . .) pour que "notre bordel national" soit décrit, pour que des thèmes, un espace, un temps profondément indépendantistes marquent nos meilleurs romans et récits. *Prochain épisode*, d'Aquin, est un livre "tourné globalement vers une conclusion qu'il ne

(suite à la page 31)

Le cadeau idéal pour les Fêtes



les patenteux du Québec

Louise de Grosbois
Raymonde Lamothe
Lise Nantel

L'art populaire des Québécois d'aujourd'hui

Un livre de photos avec des témoignages de 74 personnes de toutes les régions du Québec

276 pages - 720 illustrations en noir et blanc

EN VENTE PARTOUT
ET AUX ÉDITIONS PARTI-PRIS
B.P. 149 BUREAU POSTAL "N" MTL \$12.95

Tél.: 844-2187

NOUVELLE EMISSION

OXFAM-QUÉBEC

OBLIGATIONS SOLIDARITÉ

100%*

À L'OCCASION DE SA CAMPAGNE ANNUELLE
OXFAM QUÉBEC ÉMET LES PREMIÈRES
OBLIGATIONS SOLIDARITÉ

FREINEZ LA COURSE FOLLE AU SOUS-DÉVELOPPEMENT!
PARTAGEZ AVEC DES PEUPLES PROMETTEURS!

PARTICIPEZ AUX OBLIGATIONS SOLIDARITÉ

* ELLES RAPPORTENT:

LA DIGNITÉ (court terme)
LE DÉVELOPPEMENT (moyen terme)
LA LIBERTÉ (long terme)

PARMI LES BÉNÉFICIAIRES

ANGOLA - BANGLADESH - ÉTHIOPIE - GUINÉE BISSAU
HAUTE VOLTA - INDE - MALI - MOZAMBIQUE - NIGER - PÉROU
SOMALIE - TANZANIE - TIMOR - VIETNAM

OXFAM-QUÉBEC 169 EST, RUE ST-PAUL, MONTRÉAL
OBLIGATIONS SOLIDARITÉ 1117 1/2, RUE ST-JEAN, QUÉBEC

MONTANT SOUSCRIT*

NOM			
ADRESSE	RUE	APP.	
VILLE	PROVINCE	CODE POSTAL	

* REMETTEZ VOTRE SOUSCRIPTION À VOTRE CAISSE POPULAIRE
NOUS ÉMETTONS DES REÇUS POUR UN MONTANT DE \$5.00 ET PLUS

CONNAISSEZ-VOUS LA CHINE

On parle beaucoup de LA CHINE. Si livres et reportages se font de plus en plus nombreux, ils posent plus de questions qu'ils n'apportent de réponses. Pour connaître les différents aspects de la réalité chinoise, quelle meilleure information que celle transmise directement par le peuple chinois? Parmi d'autres, deux publications chinoises en langue française vous sont offertes:

PEKIN 39 INFORMATION

Entrées de président Mao avec la description de Pékin et du gouvernement de Mao Wen
Entrées de président Mao avec Lianxi
La Chine en construction

Hebdomadaire
Politique
traitant
des affaires
chinoises et
internationales

La Chine en construction

Revue
mensuelle
d'informa-
tion
générale
nombreuses
photos
couleur

Reportages sur la révolution et l'édification socialistes en Chine. Le point de vue de la Chine sur les questions internationales. Articles théoriques.

Pékin Information

1 an (52 nos.): \$4.50
2 ans (104 nos.): \$6.75

La Chine en Construction

1 an (12 nos.): \$3.00
2 ans (24 nos.): \$4.50

DEPOSITAIRE: Librairie Progressiste, 1867 Amherst, Montréal.

Articles et reportages sur tous les aspects de la vie en Chine: politique économique, organisation du travail dans les usines et les campagnes, enseignement, travail médico-sanitaire, femmes et enfants, sciences, littérature et art, histoire et géographie, relations entre la Chine et l'étranger. Rubriques spéciales consacrées aux sports, à la philatélie, à l'étude de la langue chinoise.

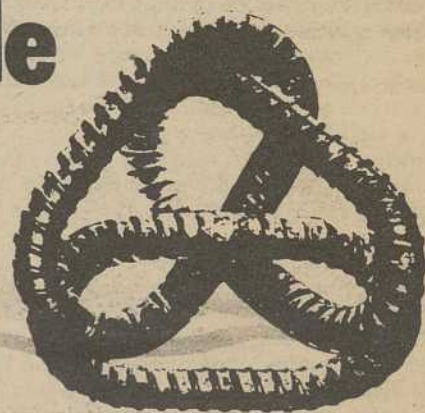
BULLETIN D'ABONNEMENT

Pékin Information: 1 an 2 ans La Chine en Construction: 1 an 2 ans
Ci-inclus vous trouverez un chèque ou mandat de poste pour la somme de.....

Nom.....

Adresse.....

Il faut
répondre
à l'agression
capitaliste
plus grande
par une
solidarité
syndicale
plus forte



CSN

Pour vous
abonner au

JOUR

Montréal
Laval
Rive-sud
St-Jean (Iberville)
331-8961
332-3890

Sorel
742-3328

Granby
469-3580

Hull
Gatineau
Pointe-Gatineau
Touraine
777-1883

Québec
658-8920
626-6925
Chicoutimi
Jonquière
Kénogami
Arvida
543-8353
Alma
662-2457

Victoriaville
Arthabaska
369-9343
St-Hyacinthe
773-1951

Rimouski
723-5616

Baie Comeau
Hauterive
589-5017

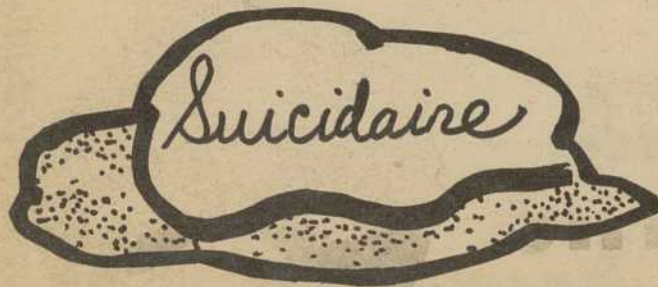
Sherbrooke
563-4937

Sept-Îles
968-5044

le pain, le beurre et...

(suite de la page 25)

sont fonction des courants internationaux de marchandises (importations-exportations) de services et de capitaux. Ces valeurs (taux de change) sont, cependant, manipulées par les autorités monétaires pour défendre ou promouvoir les intérêts nationaux. Le Canada, par exemple, s'arrange le plus souvent pour que le dollar canadien "valeur moins cher" que le dollar américain de façon, en termes généraux, à favoriser les "exportations" canadiennes et à décourager les "importations", ce qui constitue une façon de préserver entre autres les emplois au Canada. *Un Québec indépendant se trouverait dans la même situation: pour maintenir la valeur externe de sa monnaie (taux de change) il devrait maintenir ses "exportations" et ses "importations" en équilibre. Mais il n'y a pas de raison de croire qu'avec l'indépendance, la demande extérieure pour le papier journal serait plus faible! Et il en est ainsi pour les autres postes de la balance des paiements extérieurs.* Ce qui est en cause, ce n'est pas le signe que constitue la monnaie, mais l'efficacité de l'appareil productif, l'importance des ressources naturelles, les qualités de la population active, toutes choses qui n'ont pas à être modifiées par le fait de l'indépendance politique.



Bien sûr, dans sa politique monétaire interne et externe, un Québec indépendant devrait tenir compte des comportements de ses partenaires économiques. Mais ce n'est là qu'une des facettes de l'interdépendance des nations dont il a été question au début de ces remarques. Tous les aménagements concernés ne soulèvent là encore que des questions de techniques qui peuvent donc être résolues par les techniciens. Dans la mesure, cependant, où les liens économiques du Québec sont particulièrement étroits avec le reste du Canada actuel, et dans l'hypothèse où se constituerait un véritable marché commun canadien, les aménagements monétaires seraient particulièrement contraignants entre le Québec et le Canada. Toute une gamme de possibilités peuvent être envisagées, depuis la monnaie commune avec autorité partagée sur une seule banque centrale jusqu'à la subdivision en deux unités mais avec politique monétaire harmonisée ou "communautaire". La dernière hypothèse apparaît, au départ, comme plus réaliste.



On pourrait continuer ainsi pendant longtemps encore l'énumération des problèmes économiques soulevés par l'hypothèse de l'indépendance politique du Québec. On constaterait toujours qu'il ne s'agit que de questions de techniques. Quand les Québécois auront perçu cet aspect du problème, ils seront libérés de la peur panique que déclenchent chez eux les objections économiques et ils pourront décider avec plus de sérénité s'ils veulent continuer à faire partie de la Confédération telle qu'elle est devenue sous Trudeau, ou s'ils préfèrent s'orienter autrement. Et ce sera alors un choix vraiment libre et démocratique, s'il est vrai que la prétention d'être démocrate exclue d'emblée la conviction que "la peur est le commencement de la sagesse".

images, désirs, appels de...

(suite de la page 29)

contiendra pas puisqu'elle suivra, hors texte, le point final que j'apposerai au bas de la dernière page". L'octobre rouge et noir servira de prétexte à des cauchemars, à *Un rêve québécois*. Le Parti québécois lui-même apparaîtra dans *Adéodat* d'André Brochu et *l'Hiver de force* de Réjean Ducharme.

Le théâtre a plusieurs fois utilisé, dans un cadre plus familial que politique, les conflits entre fédéralistes et indépendantistes: Gélinas dans *Hier, les enfants dansaient*, Dubé dans la fameuse tirade des *Beaux Dimanches* et ailleurs. Ferron était allé plus loin avec *les Grands Soleils*, où Chénier rajeunit, renaît (comme dans le *Cérémonial* de Rémillard), et la *Tête du roi*, sur le terrorisme et l'inertie. Françoise Loranger fera de *Medium saignant* une sorte d'assemblée publique qui pourrait être celle de la commission scolaire de Saint-Léonard. Auparavant, elle et Claude Levac avaient déplacé du balcon de l'Hôtel de ville au Forum de Montréal la joute disputée en 1967 sur le *Chemin du Roy*, pendant que s'interrogeait, sur le même sujet, le *Hamlet, prince du Québec*, de Gurik. "Crever ou pas crever, c'est là la grosse affaire", traduit de son côté un des *Crasseux* d'Antonine Maillet.

Beaucoup de pièces ou spectacles, sans qu'il y paraisse autant à première vue, sont politiques: l'activité du Théâtre Euh! et d'autres groupes d'intervention directe, évidemment, mais aussi le théâtre de Tremblay, Barbeau, Germain et du Grand Cirque. Le *statu quo*, les préjugés, la peur, le ou les système (s) reçoivent des coups de

boutoir et, mieux, sont minés de l'intérieur. La publicité et la propagande officielles ne peuvent récupérer tous les mots. Le duplessissisme actuel est plus vivement dénoncé par un Michel Garneau (ou les monologues d'un Sol, d'un Deschamps) que par un McDonough.



La littérature québécoise est-elle en retard par rapport à elle-même? 1975 est-il le reflet, pâli, de 1965? La littérature, en tout cas, n'est pas en retard sur la politique. Sa droite s'amenuise, son centre se déplace, ses gauches se multiplient: langages, théories, revues, chapelles ou laboratoires qui attendent (préparent) l'ouverture dialectique de l'Événement.

Références

(1) Voir J. Huston, *Le Répertoire national* (4 vol.; 1848, 1893); J. Costisella, *L'Esprit révolutionnaire dans la littérature canadienne-française de 1837 à la fin du XIXe siècle* (Beauchemin, 1968); J. d'Arc Lortie, *La Poésie nationaliste au Canada français, 1606-1867* (P.U.L., 1975).

(2) *Les Rouges*, P.U.Q., 1971, p. 265.

(3) Fondateur de la *Presse* et auteur de *l'Indépendance pacifique du Canada* (1867).

(4) *Etudes et récits*, 1890.

279-4515

LIVRAISON
A DOMICILE
MONTREAL
LAVAL
RIVE-SUD

EDITIONS DU JOUR



de
PIERRE CHÂTILLON

"LE FOU" de
Pierre Châtillon

LE FOU c'est l'histoire d'un fou de village qui rêve de voler. Mais c'est peut-être aussi un symbole du poète, cet étrange exilé dont Nelligan a dit que "son âme a la candeur d'une chose étoilée".

120p., \$4.95

COLLECTION
"Regards scientifiques sur les religions"

NO 2 LE BOUDDHA ET LES DEUX BOUDDHISME
par Jacques Langlais

Illustrations, cartes, photos, index.
204 pages \$8.00

EDITIONS PAULINES

Parents sensés,
enfants heureux

Ernst Eil



PARENTS SENSES, ENFANTS HEUREUX
Ernst Eil

Il est important que les parents réfléchissent sur leur rôle de père et de mère. C'est à réaliser cela que s'applique cet ouvrage qui ne se confine pas à des données théoriques mais qui s'aventure au coeur de la vie quotidienne d'une famille. Les thèmes abordés répondent à une préoccupation fondamentale des parents: comment rendre heureux nos enfants.

192 pages.....\$5.00

LES EDITIONS FIDES



LES EDITIONS LA PRESSE

LA
GRANDE
DEPRESSION
DES
ANNEES
30



LA GRANDE DEPRESSION
DES ANNEES 30

par Blair Neatby
traduit par Lucien Parizeau

Un livre passionnant sur une époque qui, dans l'esprit des personnes qui la vécurent, fut, en vérité, la *Décennie des Naufragés*.

\$6.50

MESSAGERIES
DE L'ETOILE INC.
APPORTE
CHEZ-VOUS
LES LIVRES
QUE VOUS AIMEZ

DISPONIBLES EN LIBRAIRIE

"J'ai Lu" La collection qui
choisit bien ses livres.



• \$1.75
•• \$2.30
••• \$2.90
•••• \$3.45

LA MOINS CHERE
DES COLLECTIONS
DE POCHE

Utilisez le coupon-réponse
pour obtenir le Catalogue
ou téléphonez à 279-4515.

GRANGER FRERES LTEE



CARROUSEL 1 Créations manuelles et artistiques

Thérèse Poyas

Techniques de construction avec des blocs, enfilage de perles, cordons torsadés, tresses de papier, découpage et collage de bristol, confection de noeuds, tissage de papier, assemblage de boutons, collage de pâtes alimentaires, ouvrage de canevases, broderies sur carton... Pour les jeunes à l'élémentaire.

64 pages,\$6.95

J-24-12-75

POUR NOS CLIENTS ELOIGNES:

ECRIRE à: MESSAGERIES DE L'ETOILE INC.
8145 ST-HUBERT, MTL., P.Q.

JE DESIRE RECEVOIR LES NOS

NOM
ADRESSE
VILLE

MANDAT-POSTE CHEQUE ci-joint la somme de \$



pour avoir
réponse
à tout

petit ROBERT
petit ROBERT 2

Cher(e)



Client et Cliente

BO Noël et BO nne et heureuse

*Année de nous tous, qui
espérons bien vous servir*

pour l'année qui vient

Merci

A handwritten signature in cursive script, appearing to read 'C. Laroche'.

BO JEANS